



PERSONNEL ET MEMBRES DU CONSEIL

Conseil d'Administration

David Kanga, Ghana
Pauline Yameogo, Burkina Faso
Omar Diop, Senegal
James Doe, Liberia
Fatoumatou Batoko, Benin
Dr Richard Konteh, Sierra Leone
Rev Dr Emmanuel A. Anyambod, Comeroun
Coulibaly Benjamin, Côte d'Ivoire
Ali Seydou, Niger
Austin Onuoha, Nigeria
Pastor Jibee Njetein, Tchad

Gestion

Samuel G.Doe, Directeur Exécutif
Emmanuel H. Bombande, Directeur de Programme

Personnel

Elizabeth Nsarkor, Administratrice
Diana Akpene Toffa, Secrétaire Bilingue
Wilfred Brown, Comptable
Francis Darko Asare, Le Comptable du projet (RFA)
Sandra Mark-Cofie, Le Manager du Programme
Thelma Ekiyor, Coordinatrice- Les Femmes Constructives de la Paix
Levinia Addae-Mensah, Coordinatrice - Education à la Paix
Takwa Suifon, Coordonateur des prog. de construction de capacité
Fatou M'Boge, Coordinatrice des prog. de construction de capacité
Bijoue Kesia-Onam Togoh, Chargée de Programme
Esther Gordon-Mensah, Coordinatrice de Réseau
H. Calvin Birch, Chargé des Communications et Technologies
Ibrahim Amadu, Chauffeur
Aisha Rita Cofie, Expéditrice/Receptioniste
Samuel Bismark Berglah, Expéditeur
Ecoma Basse Alaga, Stagiaire
Mawuli Dake, Stagiaire
Prisca Enyonam Tettey, Stagiaire
Norberta Kafui Gaglo, Stagiaire

Nous reconnaissons particulièrement les contributions énormes de nos donateurs et nos partenaires énumérés ci-dessous pour leur soutien inestimable.

European Union

CORDAID

Dreikonigsaktion der Katholischen Jungschar (DKA)

Mennonite Board of Missions

CRS/WARO - USAID

The William and Flora Hewlett Foundation

Bread for the World

Oxfam - USA

Oxfam - Great Britain

MISEREOR

Community House Church

Warchild Canada

African Women's Development Fund (AWDF)

Mennonite Central Committee

VISION

Une région Ouest Africaine caractérisée par des communautés paisibles où la dignité de la personne humaine prime et où le peuple peut satisfaire à ses besoins fondamentaux et décider indépendamment.

MISSION

Permettre et faciliter le développement des mécanismes pour la coopération entre les praticiens de la consolidation de la paix dans la société civile et les organisations en Afrique de l'ouest tout en encourageant des réponses coopératives aux violents conflits. Etablir une structure à travers laquelle ces praticiens et institutions peuvent régulièrement échanger leurs expériences et des informations sur les problèmes de la consolidation de la paix, la transformation des conflits la réconciliation sociale, religieuse et politique ; et encourager les valeurs socioculturelles de l'Afrique de l'Ouest comme ressource à la consolidation de la paix.

BUT

Construire une paix durable en créant ainsi, un environnement favorable au développement en Afrique de l'Ouest.

OBJECTIFS

Le WANEP cherche à :

1. Renforcer la capacité pacifiste des organisations et praticiens à s'engager activement dans la transformation pacifiste de violents conflits,
2. Augmenter la sensibilisation et l'emploi des stratégies non violentes lors des conflits en Afrique de l'Ouest,
3. Développer un réseau de prévention de conflit en Afrique de l'Ouest, à fin de contrôler, rapporter et offrir des perspectives et compréhensions des conflits en Afrique de l'Ouest,
4. Harmoniser les activités de la consolidation de paix en Afrique de Ouest à travers les connections et la coordination des membres du WANEP,
5. Développer une stratégie de la consolidation de la paix juste à fin de créer la compréhension de l'impact de la vérité, de la justice et de la réconciliation au processus de la consolidation de la paix en Afrique de l'Ouest.
6. Renforcer la capacité des femmes africaines pour qu'elles puissent participer plus activement dans le processus de l'instauration de la paix à tous les niveaux.

TABLE DE MATIERES

5. Message du
Président

6. Rapport de Gestion

Rapport du Programme 2002

7. Formation de
Renforcement des
Capacités

9. Coordination du
Réseau, Recherche et
Documentation

11. L'éducation à la
non-violence active et à
la Paix

13. Réseau ouest
africain d'Alerte
précoce et d'Interven-
tion rapide (WAR)

15. Construction com-
mune de la Paix en
Sierra Léone

17. Mise en place
d'une justice en Afrique
de l'ouest

**"...Quand il y a la paix et la
stabilité il est possible
d'avoir la prospérité".**

Corp Consultatif de Rédaction:
Sam Gbaydee Doe
Bijoue Togoh (Français)

Assistants de Rédaction (Français):
Diana Toffa
Prisca Tettey
Norberta Gaglo



West Africa Network for
Peacebuilding
Ampomah House, 37 Dzorwulu
Highway
P. O. Box CT 4434, Accra, Ghana
Tel: 233-21-221318/221388
Fax: 233-21-221735
Email: wanep@wanep.org
Website: www.wanep.org

Traduction:

American Language Center, Douala,
Cameroon; Tel: 00237-3426699, 00237-
7772854

TABLE DE MATIERES

19. Réseau des
femmes dans la
construction de la paix
(WIPNET)

22. Le Directeur Exécutive de
WANEP Recompense pour
son oeuvre

Opinions

23. Lorsque la cupidité
exploite la rancœur

25. La place des griots
dans la quête pour la
paix et la cohésion
sociale en Afrique de
l'ouest

26. Résumé des événements
en 2002

30. Membres d'Organisations

Rapport Financier

31. Les Revenues et
les Dépenses:
decembre 2002

32. Bilan Comptable

Imprimerie:

St. Francis Press Ltd. Takoradi, Ghana;
00233-31-24270, 21679

Message du Président



L'année 2002 a été pleine d'opportunités et marquée par l'expansion de WANEP. Notre coalition régionale oeuvrant pour l'établissement de la justice et la construction de la paix est maintenant présente dans tous les Etats qui sont membres de la CEDEAO. Plus de 300 organisations dans 17 pays sont membres de notre grande alliance. Le personnel du Secrétariat régional qui est basé à Accra au Ghana est passé de 12 à 20 membres. Grâce au soutien de l'Agence de Développement des Etats-Unis par le biais de Catholic Relief Services, WANEP sera en mesure d'avoir un personnel au sein du Secrétariat de la CEDEAO et plus de 25 membres du personnel rémunérés dans les 10 pays. Le nombre des donateurs a également augmenté. En tant que Président du Conseil Consultatif, je suis heureux de nos réalisations en faveur de la paix et de la stabilité dans la sous-région.

La croissance s'accompagne de défis. La coordination, la clarté des rôles au niveau national, la standardisation des approches afin de maintenir le contrôle de la qualité et la lutte pour le pouvoir constituent les principaux défis que WANEP doit absolument en venir à bout le plus rapidement possible. Le Conseil consultatif, La Direction et les partenaires de WANEP ont déjà pris les mesures nécessaires pour ré-évaluer la structure au sein de laquelle WANEP opérait depuis des années. C'est pourquoi la cinquième assemblée générale annuelle prévue pour le mois de janvier 2003 axera ses travaux sur les problèmes structureux et fonctionnels issus de l'expansion rapide de WANEP et décidera de la nature des structures d'organisation et de coordination que WANEP devrait adopter pour se maintenir.

Pendant trois ans maintenant, WANEP a indiqué dans tous ses rapports d'analyses que l'année 2003 sera marquée par de grands défis socio-politiques pour la région d'Afrique de l'Ouest. Les nouvelles démocraties ouest africaines seront mises à l'épreuve d'autant plus que les Etats les plus fragiles politiquement –le Nigeria, le Libéria, la Guinée Conakry et le Togo- s'apprentent à retourner aux urnes pour choisir de nouveaux régimes ou maintenir au pouvoir ceux qui l'ont été au cours des quatre, des six, des vingt-quatre ou des trente –six dernières années respectivement. Certaines indications montrent que les présidents sortants de ces pays se représenteront à l'élection présidentielle même si dans le cas du Togo et de la Guinée, cela n'a été possible qu'en modifiant leurs constitutions respectives.

J'ai toujours affirmé que si la campagne électorale parvenait à réaliser son but premier qui est la stabilisation du jeu politique en Afrique de l'Ouest, elle doit être libre, juste et contribuer à la responsabilisation. L'homme commun doit pouvoir apprécier le pouvoir de son vote et voter non en fonction de ses intérêts principaux mais en fonction de l'intérêt national. Aussi longtemps que les partis politiques ouest africains refléteront les clivages tribaux et sociaux, les élections seront toujours marquées par la violence. Dans une région où les armes légères peuvent être facilement obtenues et les jeunes violents sont toujours prêts à devenir soldats, la violence pendant les élections est capable de déstabiliser n'importe quel Etat.

La sanglante guerre civile qui a débuté en Cote d'Ivoire en septembre dernier a compromis la paix et la stabilité qui régnaient dans la région cette année. Ironie du sort, la violence a commencé deux semaines après que WANEP a pris part à la cérémonie officielle en l'honneur du Président Gbagbo qui recevait le Prix Hiroshima de la Paix du Gouvernement japonais. La situation cinglante du pays prouve de manière éloquent que la paix ne signifie pas absence de guerre. Mais, c'est la présence d'institutions, de processus et de ressources qui permettent à tous les humains, étrangers ou nationaux, indigènes ou allogènes, noirs ou blancs, de jouir de leur liberté fondamentale. C'est le message que WANEP délivre à toutes les communautés ouest africaines.

Au nom du conseil consultatif et des membres de WANEP, j'adresse toute ma gratitude à tous nos donateurs et partenaires, aux amis ainsi qu'aux hommes et femmes compétents du Secrétariat régional qui sont les artisans du succès que nous célébrons dans ce rapport annuel. Notre destination est encore lointaine mais nous demeurons inébranlables dans notre marche.

David Kangah
Président du Conseil d'Administration

Rapport de Gestion



Une année de dur labeur pour la mise en place d'une paix juste vient de s'achever et il est temps d'y poser un regard réfléchi – de repenser au chemin parcouru, aux grands événements vécus, aux leçons apprises et aux espoirs que nous avons fortifiés. Pour nous à WANEP, l'année 2002 sera une année historique marquée par un développement phénoménal et par d'importantes réalisations en faveur de la paix, de la réconciliation sociale et de la sécurité humaine.



En novembre 2001, nous avons démarré notre Programme de Femmes dans la Construction de la Paix. Notre objectif était de s'intéresser particulièrement au renforcement des capacités des femmes de sorte qu'elles deviennent des professionnelles actives de la construction de la paix. Beaucoup ont rejeté ce plan en le qualifiant d'idéaliste et par conséquent d'irréaliste. Les sceptiques ont été déconcertés lorsque fut célébrée la première année du programme à Dakar en novembre 2002. Le programme WIPNET qui comptait au départ 14 femmes lors de la consultation initiale en novembre 2001 est passé à plus de 400 femmes en novembre 2002. Il touche à la vie d'au moins 10 000 femmes réparties dans 8 pays. Plus de 400 femmes sont membres de la coalition et 8 sont devenues des formatrices compétentes simplement en une année. Deux parmi elles ont mené leur première consultation internationale en tant que formatrice.

Avec le soutien du Forum sur l'Alerte et l'Intervention Précoces (FEWER), WANEP a créé son Réseau ouest africain d'Alerte et d'Intervention Immédiates (WARN) afin de superviser et de rapporter les conflits émergents de manière à renverser les tendances négatives ou tout au moins à réduire l'impact des conflits violents sur les gens ordinaires. Guidés par notre philosophie du *gradualisme*, nous avons débuté par la formation d'analystes sélectionnés parmi les pays du Bassin du Fleuve Mano dont le Liberia, la Sierra Leone et la Guinée ainsi que la Côte d'Ivoire. Le plan de WARN pour 2002 avait pour but d'achever la première phase de la formation en formant des moniteurs de conflit pour les pays ciblés. Le coup du 19 septembre qui se transforma en rébellion en Côte d'Ivoire avait débuté juste deux semaines après l'atelier de formation des moniteurs qui s'est tenu à Grand Bassam en Côte d'Ivoire et destiné à la Guinée et la Côte d'Ivoire. Les moniteurs nouvellement formés en Côte d'Ivoire ont immédiatement commencé à rapporter la situation conflictuelle de la Côte d'Ivoire. A mesure que ces rapports arrivaient dans nos bureaux et que nous suivions les efforts de la CEDEAO et de la communauté internationale visant à mettre fin à la crise, WANEP sentit le besoin de participer au processus en procurant des analyses critiques, locales et faits de preuves aux décideurs politiques. Nous avons produit cinq rapports. Ces rapports furent largement disséminés grâce aux partenaires tels que FEWER et CRS. La presse internationale, les agences de Nations unies, l'Agence américaine pour le Développement international et certaines missions gouvernementales régionales et internationales ont qualifié ces rapports comme étant de haute qualité, équilibrés et instructifs pour la prise de décision. Nous étions agréablement surpris par ces commentaires dans la mesure où nous n'étions pas préparés à recevoir ce genre d'observations.

A la 32^e session ordinaire de la Commission africaine des Droits de l'Homme et des Peuples qui s'est tenue dans la capitale gambienne, Banjul, WANEP reçut le statut d'observateur. WANEP tient maintenant une occasion unique qui lui permet de participer pleinement aux activités de la commission et de servir de point de référence pour des questions ayant trait à la paix et la sécurité en Afrique de l'ouest.

Juste vers la fin de l'année, l'Agence américaine pour le Développement international (USAID) à travers son Programme régional ouest africain (WARP) a accordé à WANEP et CRS, un contrat de deux années. Le projet permettra à WANEP de s'impliquer dans la CEDEAO à un niveau plus formel sur des questions de paix et de sécurité ainsi que de construire une plus large coalition de la société civile. C'est le moment que nous attendions. Au lieu de rester à l'arrière plan et de se lamenter sur la manière dont les décisions sont prises au niveau politique dans la résolution des conflits en Afrique de l'ouest, les organisations et groupes de la société civile auront maintenant un accès direct à la prise de décision.

La modeste organisation que nous avons créée il y a cinq ans s'est transformée en une institution professionnelle et internationalement reconnue. Ceux parmi nous qui présidons humblement et modestement aux destinées des gens sommes maintenant forcés d'apprendre comment porter des boubous, des agbadas, des costumes et cravates. Nous sommes obligés d'acquiescer la culture de la diplomatie afin de représenter valablement notre grande coalition au niveau des initiatives officielles de la construction de la paix

Nous sommes reconnaissants envers nos donateurs, à nos membres et à nos sympathisants en Afrique de l'ouest et d'ailleurs. C'est grâce à votre soutien que nous accomplissons ce travail. Nous exprimons également notre sincère gratitude à tous nos collègues du Secrétariat. Ils sont en réalité les rédacteurs des événements que vous lirez dans ce rapport. Les acteurs de ces événements représentent nos nombreux membres à travers l'Afrique de l'ouest et centrale. Les rédacteurs ont rapporté ces événements et ont été témoins du courage des acteurs pendant que nous nous réjouissons.

Sam G. Doe
Executive Director

Emmanuel H. Bombande
Programme Director

Rapport du Programme 2002

Formation de Renforcement des Capacités

E. Bombande et S. Doe

Le programme de renforcement des capacités vise à consolider les réseaux nationaux de construction de la paix à la participation locale et communautaire ainsi que les professionnels du domaine en leur permettant d'offrir un service de qualité dans le cadre de la construction de la paix et de la réconciliation sociale. L'objectif premier de l'année 2002 comprend l'élaboration du projet d'Evaluation de l'Impact de la Construction de la Paix, le lancement d'un institut de formation permanente – l'Institut ouest africain de Construction de la Paix (WAPI) et le soutien constant apporté au renforcement des capacités aux organisations membres.

Objectifs

- Mener une formation dans les divers domaines de la construction de la paix aux niveaux local, national et régional
- Produire et disséminer les matériaux ressources propres à la construction de la paix
- Donner la possibilité d'effectuer des stages afin de guider les nouveaux professionnels dans le domaine de la construction de la paix
- Assister les organisations de construction de la paix dans la conception des programmes et l'évaluation de l'impact
- Créer un institut de formation permanente

Aperçu des Activités

o Lancement de WAPI par WANEP

Au cours d'une cérémonie riche en couleurs qui s'est tenue à Golden Tulip au Ghana le 2 septembre, le premier institut ouest africain de construction de la paix voyait le jour. Le représentant du Ministre ghanéen de la défense qui présida au lancement de WAPI affirmait à l'audience que le nom lui rappelait celui d'une confiserie qui fut très prisée au Ghana mais qui a disparu depuis. Il exprima le souhait que WAPI aide à faire revivre et à restaurer la douceur. Un participant ougandais a également fait remarquer que WAPI est un mot Swahili qui signifie *où*. Les deux interprétations expliquent l'intention qui se cache derrière WAPI. Il aura pour but d'accroître le nombre de professionnels compétents et actifs dans la construction de la paix. Ces professionnels formés s'uniront dans la quête pour une justice, une paix et une réconciliation sociale afin que l'Afrique de l'Ouest puisse retrouver sa douceur d'antan pour tous ces enfants. 46 participants ont pris part à cette formation dont 32 hommes et 14 femmes issus de 14 pays à savoir le Ghana, le Nigeria, la Guinée Bissau, le Sénégal, la Gambie, le Niger, le Togo, le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Liberia, la Sierra Leone, le Cameroun, le Tchad et l'Ouganda. La Fondation William and Flora Hewlett, the Catholic Relief Services par son bureau régional en Afrique de l'Ouest, the Mennonite Central Committee et the Eastern Mennonite University ont apporté leur soutien à WAPI.

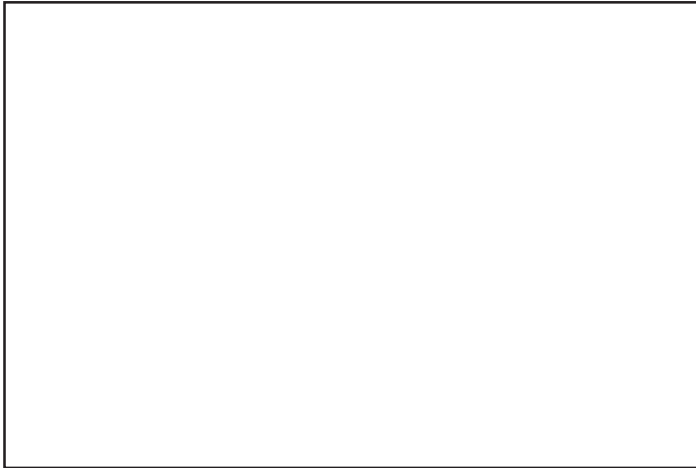
• Stages

Au cours de l'année en question, WANEP a admis quatre stagiaires en provenance du Burkina Faso, du Togo et du Ghana. Les stagiaires ont participé aux activités administratives et au plan d'action de WANEP pendant douze mois consécutifs. En impliquant des jeunes diplômés dans le travail de WANEP, de nombreux jeunes ouest

o Renforcement des Réseaux Nationaux

Au cours de l'assemblée générale annuelle de 2001, les membres ont amendé les statuts de WANEP par une clause qui limite l'implication directe du secrétariat régional dans les activités de chaque organisation nationale. Pour une meilleure coordination, toutes les organisations nationales de construction de la paix sont maintenant liées au secrétariat régional à travers leurs réseaux nationaux. Avec le soutien de l'Union européenne (UE), the Catholic Organisation for Relief and Development Aid (CORDAID) et DKA – Autriche, WANEP a fourni des ordinateurs et octroyé des fonds à six réseaux nationaux (le Liberia, la Guinée, la Sierra Leone, le Ghana, le Togo, et le Nigeria) ainsi qu'il a facilité la tenue d'une série d'ateliers et de réunion consacrée au développement organisationnel. Grâce au soutien de WANEP, les bureaux des réseaux nationaux au Liberia, au Ghana et au Nigeria sont pourvus en personnel et sont opérationnels.

Aperçu des Activités



africains ont développé un intérêt dans la poursuite d'une formation professionnelle dans le domaine de la construction de la paix. L'année prochaine, deux stagiaires issus du Nigeria et du Bénin seront admis. Tous deux ont déjà achevé leur formation académique dans le domaine de la construction de la paix à l'Université d'Ibadan au Nigeria et à Mindolo Ecumenical University en Zambie.

Impact

- Depuis leur retour dans leurs communautés respectives au terme d'une formation à WAPI, le secrétariat a reçu de nombreuses nouvelles faisant part de leur engagement actif dans la construction de la paix.
 - Robana Nhathe, le seul participant en provenance de la Guinée Bissau a présenté le contenu de sa formation aux membres de son Gouvernement et aux représentants des Nations unies en Guinée Bissau. Son rapport enthousiaste a abouti à l'invitation de WANEP dans le pays.

la coordinatrice de justice lens de WANEP a organisé une consultation à Ziguinchor pour l'équipe Sénégal.

- L'équipe de Assembly of God Development and Relief Service au Ghana a organisé des ateliers de formation dans trois collèges d'enseignement biblique. Ils élaborent un programme sur l'éducation à la paix pour les pasteurs.

- Sam Johnson de L'Union de la Presse du Liberia a organisé plusieurs ateliers de formation pour les professionnels du Média au Liberia depuis son départ de WAPI. Dans la lettre qu'il nous a adressée, Sam affirmait que le modèle de paix juste présenté à WAPI lui sert de canevas pour ses ateliers de formation.

Défis

- Le nombre de demandes d'entrée au sein de WAPI était considérable. Il ne fut pas possible de satisfaire tous les candidats. WANEP

Nous augmenterons le nombre de cours pour l'année 2003 afin de faire face à la demande croissante d'une formation dans le domaine de la construction de la paix.

- Les cours à WAPI étaient présentés dans deux langues principales, le Français et l'Anglais. Gérer deux langues tout en explorant des concepts et des théories était une tâche ardue. Tous les participants ont souhaité que le matériel de formation soit parfaitement traduit en Français. Ils ont également souhaité avoir des formateurs s'exprimant en Français afin de pouvoir disposer de certains cours dans leurs langues. Trouver un formateur francophone actif dans le domaine de la construction de la paix est chose très difficile.

Leçons apprises

- WAPI a fourni à WANEP une plate-forme annuelle où l'apprentissage et les expériences acquises sur le terrain peuvent être recueillis, rassemblés et reconvertis en un ensemble de connaissances. WAPI favorisera le principal objectif qui est de devenir une organisation à vocation éducative.
- Bien que WAPI doive s'intéresser à la région ouest africaine, il serait utile d'encourager des participants des autres sous régions. L'expérience du participant ougandais a été très appréciée par les Ouest africains. Les fonctionnaires n'ont pas bénéficié de l'expérience de WAPI. Il faudrait faire des efforts pour amener ces acteurs à avoir un impact direct sur la politique officielle.

Rapport du Programme 2002

Coordination du Réseau, Recherche et Documentation

E. Gordon-Mensah et C. Birch

Le travail en réseau et la coordination favorisent l'harmonie et la cohésion au sein des organisations de la construction de la paix émanant de la société civile et chez les individus en Afrique de l'Ouest. Les principales activités comprennent le travail en réseau entre les membres de WANEP, l'échange d'expertises et d'expériences, l'étayement et la publication des leçons acquises sur le terrain, la publication des bulletins trimestriels et des monographies périodiques.

Objectifs

- Mettre en place un centre de documentation au secrétariat régional
- Compiler et publier l'annuaire des membres et des personnes ressources
- Concevoir et entretenir un site Web
- Lier les programmes similaires au sein et entre les pays
- Soutenir la mise en place et le fonctionnement des secrétariats nationaux
- Publier les bulletins trimestriels, les rapports et monographies annuels

Aperçu des Activités



- **Publications**
Au cours de la période en question, WANEP a publié trois bulletins trimestriels (WANEPLinks), le rapport annuel 2001, trois articles d'actualité, le rapport sur la consultation de la Société civile au Nigeria et une brochure de WAPI.
- **Réseaux nationaux**
Des secrétariats pour quatre réseaux nationaux ont été mis en place et équipés. Il s'agit du Nigeria, de la Côte d'Ivoire, du Togo et du Ghana. WANEP impliquera activement les réseaux nationaux l'année prochaine afin d'améliorer la coordination dans le domaine de la construction de la paix dans les pays.
- **Centre de documentation**
WANEP a mis en place une salle de documentation au secrétariat. Des documents, le matériel audio-visuel et des périodiques ont été rangés par un expert en bibliothéconomie. WANEP fait appel aux membres et aux bienfaiteurs de faire don des documents et autres matériels ressources pour le centre de documentation. Ce centre servira aux étudiants de WAPI, aux stagiaires et aux autres personnes qui poursuivent des études dans le domaine de la construction de la paix.
- **Conception et entretien d'un site Web**
Un assistant concepteur de site web et en microédition a été employé pour s'occuper de l'entretien du site et de la conception et la mise en forme de toutes les publications. Avec le soutien de notre fournisseur de service internet (ISP), l'assistant concepteur de site web et en microédition a conçu de nouveau le site web bilingue de WANEP en français et en anglais.
- **Annuaire des membres et des personnes ressources**
Des progrès ont été réalisés dans la compilation d'informations sur les organisations de construction de la paix émanant de la société civile qui sont membres de WANEP en Afrique de l'Ouest y compris le Cameroun. Il fut espéré que l'annuaire aurait été publié vers la fin de 2002 mais cela fut impossible du fait de réactions tardives de certains de nos membres et aussi parce que nous voulions inclure les membres des réseaux nouvellement inaugurés dans l'annuaire. Ce fut l'un des principaux obstacles. Nous espérons que d'ici la fin du premier trimestre de l'année 2003, toutes les informations auront été recueillies de tous les réseaux membres et que l'annuaire sera publié.

Résultats

Un site web (www.wanep.org) a été créé. Le site a été visité par de nombreuses personnes d'Afrique, des Etats-

Aperçu des Activités



Unis, d'Europe et d'Asie. Le site renferme des publications, des informations sur WANEP, des rapports sur l'alerte rapide dans le cadre des conflits en Afrique de l'Ouest et des papiers de recherche. Des efforts sont déployés pour étendre la recherche et pour réparer tous les liens menant au site afin d'en améliorer l'accès. Le site web abrite également l'Institut ouest africain de construction de la paix à www.wanep.org/wapi.

Les revues WANEP-Links et From the Field favorisent l'échange de connaissances et d'expériences. Les publications connaissent une large distribution et le lectorat s'agrandi. Un feedback particulièrement positif est l'accent mis sur la pratique au lieu des discours théoriques. Les organisations locales les moins connues se font connaître aux yeux de la communauté internationale à travers ces publications.

Difficultés

- Le concept d'un réseau de construction de la paix est nouveau et de nombreuses organisations et des individus semblent avoir des attentes conflictuelles au

sujet de cette alliance. Le Secrétariat a régulièrement rendu visite aux réseaux nationaux pour clarifier ces attentes, résoudre les conflits émanant de la lutte pour le pouvoir et d'un manque de compréhension de la fonction des réseaux nationaux de construction de la paix.

- L'insuffisance des infrastructures de communication dans pratiquement tous les pays ouest africains compromet l'efficacité de la communication et de la coordination. Par ailleurs, elle rend la tâche de la communication très onéreuse.

- Voyager en Afrique de l'ouest est une tâche ardue. Seules quelques compagnies aériennes font le trajet en Afrique de l'ouest et celles-ci ne sont pas fiables et coûtent très chères. Les vols manqués, retardés et annulés affectent de manière désagréable

notre travail.

- Le système bancaire et le transfert d'argent d'un pays à un autre pour la mise en œuvre des projets se sont avérés très difficiles également. Plusieurs fois les fonds ont été transportés par le personnel afin de s'assurer de leur disponibilité et à temps pour la mise en œuvre des projets ce qui accroît le risque d'insécurité des membres du personnel.

Activités pour la prochaine période du Projet

- Soutien au développement institutionnel de six réseaux nationaux
- Des ordinateurs pour trois réseaux nationaux
- Quatre bulletins trimestriels
- Publication de l'annuaire des organisations membres et des personnes ressources
- 2 réunions du conseil d'administration (deux chaque année)
- une assemblée générale annuelle
- un rapport annuel
- 2 monographies ou six articles d'actualités
- soutien à apporter à deux stagiaires

Rapport du Programme 2002

L'éducation à la non-violence active et à la Paix

L. Addae-Mensah

L'allure à laquelle les cultures hospitalières d'Afrique de l'ouest sont remplacées par celles de la violence, de l'animosité, de l'intolérance religieuse et par la peur, est alarmante. Le respect de la vie, l'appréciation des relations sociales et de la communauté, le respect envers les aînés, le rôle social et le genre sont en train de devenir des valeurs du passé. La décadence sociale, morale, politique et économique s'est immiscée à la fois dans le secteur formel et informel de l'éducation. Le manque d'enseignants bien formés qui voient l'enseignement comme une vocation et non comme un moyen de gagner de l'argent, le manque de matériel pédagogique adéquat et pertinent au contexte, peu ou pas de reconnaissance de la profession d'enseignant et le niveau élevé de corruption au sein des institutions éducatives qui conduit à l'érosion du système de mérite expliquent la politique persistante du ventre et le sous développement qui caractérisent maintenant l'Afrique de l'Ouest.

Le programme de non-violence active et d'éducation à la paix soutenu par l'Union européenne à travers CORDAID et DKA – Autriche est une des actions de WANEP qui a pour but de résoudre de manière proactive la crise d'identité et la culture de la violence qui s'étend dans la sous-région. En ciblant les enseignants qui sont devenus le premier groupe permettant l'intégration sociale et les enfants, WANEP espère contribuer à apporter des lendemains meilleurs où le caractère sacré de la vie, la personnalité et l'intégrité seront restaurés et appréciés. Le programme a débuté en août 2000 bien que 2002 marque la deuxième année d'un soutien de trois ans par l'Union européenne.

Au cours de la seconde année en question, le programme de non-violence active et d'éducation à la paix a mis l'accent sur l'élaboration des outils pédagogiques nécessaires pour la mise en œuvre du programme dans les écoles formelles. Le programme d'une durée de trois ans a été exécuté dans sept pays ouest africains : le Nigeria, le Ghana, le Togo, la Côte d'Ivoire, le Liberia, et la Sierra Leone.

Objectifs

- développer un programme scolaire régional spécifique, un manuel d'enseignant et des ouvrages de références consacrés à l'éducation de la non-violence et à la paix
- organiser des ateliers de Formation de Formateurs pour les enseignants issus des sept pays pilotes
- concevoir des stratégies pour la mise en œuvre d'un programme d'éducation à la paix d'une durée de trois ans et procéder à l'expérimentation de ces programmes dans 84 écoles choisies parmi les pays pilotes
- organiser une conférence régionale de ministres chargée de l'éducation, de la jeunesse et de la fillette afin qu'ils adoptent des politiques qui intégreront la construction de la paix et la non-violence dans les systèmes éducatifs d'Afrique de l'Ouest
- créer des clubs de la paix dans les écoles choisies.

Aperçu des Activités

La seconde année du projet s'est intéressée à l'expérimentation et mettre dans leur contextuel les outils pédagogiques conçus en 2001. Il s'agit du programme scolaire, du manuel d'enseignant et des ouvrages de références destinés aux écoles primaires et secondaires du premier et second cycle dans les pays francophones et anglophones d'Afrique de l'ouest. Les activités suivantes visaient à :

Ateliers préparatoires

Le processus de conception d'un programme scolaire, d'un manuel d'enseignant et des ouvrages de références consacrés à la non-violence et à l'éducation à la paix a débuté par l'organisation d'une conférence d'experts en mai 2001 suivie de plusieurs autres réunions du comité de travail. Plusieurs ateliers préparatoires avec la présence de trente enseignants ont démarré en 2001 et ont pris fin au cours de la période en question. Les deux derniers ateliers se sont tenus au début de l'année 2002 au Liberia et au Ghana. Au cours de ces ateliers, les enseignants ont fait des contributions significatives par rapport à l'élaboration du matériel pédagogique.

Finalisation des propositions du matériel pédagogique

Deux réunions importantes ont eu lieu au cours de l'année dans le but de rassembler les divers résultats et observations issus des différents

ateliers ainsi que d'examiner le processus entamé jusqu'ici. La première réunion fut consacrée à une session de travail de trois jours à Lagos avec la coordonnatrice WANEP WIPNET. Elle a été suivie d'une autre réunion de trois jours à Dakar avec un groupe d'éducateurs francophones devant débiter le processus d'adaptation des outils au contexte francophone et examiner l'état d'avancement du processus. A l'issue de ce dernier, une communication détaillant la stratégie de la mise en œuvre du programme dans les écoles fut présentée

• Conception d'un manuel de médiation paire

Au cours de l'année en question WANEP a contracté les services d'un consultant chargé de concevoir un projet de manuel de formation pour les écoles en s'intéressant spécifiquement à la médiation paire. Les 40 pages du projet du manuel fut achevé en novembre. Elles décrivent les techniques de médiation paire, son importance et sa pertinence pour les jeunes ouest africains et les aptitudes dans le domaine. La méthodologie d'utilisation de ce manuel est également incluse. Il est également important de noter que le consultant qui fut employé dans le cadre de ce projet est parmi les premiers jeunes à faire l'expérience du processus de médiation paire en Afrique de l'ouest. Il fut formé en 1994 en tant que médiateur pair, a dirigé un programme de médiation paire dans son école secondaire pendant trois ans et devint plus tard

Rapport du Programme 2002

Aperçu des Activités

un formateur dans son pays le Liberia et dans d'autres pays ouest africains pendant cinq ans. Ce manuel est par conséquent riche en expériences pratiques.

• Formation d'équipes nationales

Chaque pays inclus dans le projet pilote doit former une équipe nationale composée d'un maximum de 5 personnes qui seront chargées de la mise en œuvre du projet dans 12 écoles de leur pays. WANEP a achevé la formation des équipes nationales des pays anglophones. L'équipe comprend cinq personnes dont deux représentants du Secrétariat régional de WANEP, une personne du ministère de l'éducation et deux enseignants intéressés par l'éducation à la paix. L'équipe nationale servira de formateurs dans le cadre de l'éducation à la paix et la non violence dans chaque pays. L'équipe coordonnera l'organisation du suivi des activités consacrées au programme de non-violence et d'éducation à la paix, supervisera et accompagnera les enseignants et étudiants formés, établira le lien avec les institutions pertinentes et facilitera l'incorporation du programme dans les systèmes éducatifs ouest africains.

• Atelier de formation pour les équipes nationales

Un atelier de formation de cinq jours à l'intention de 21 personnes sélectionnées et issues du Liberia, du Nigeria et du Ghana, s'est tenu du 16 au 20 décembre 2002 à Elmina au Ghana. La formation avait pour but :

- o d'exposer les équipes aux concepts, à la philosophie et à la méthodologie des outils pédagogiques pour les écoles basés sur la construction de la paix et de la réconciliation sociale
- o développer les aptitudes de médiation paire et l'utilisation du manuel de médiation
- o discuter et concevoir les termes de références relatifs à la recherche sur les questions d'éducation et de construction de la paix en Afrique de l'ouest en vue de la préparation de la conférence des ministres de l'éducation prévue pour 2003
- o concevoir des stratégies de mise en œuvre des mesures issues de la conférence.

Résultats

- manuel de médiation paire
- programme scolaire pour les écoles primaires et secondaires, premier et second cycles
- manuel pédagogique pour les enseignants
- quatre équipes nationales au Ghana, au Nigeria, au Liberia et en Sierra Leone

Principaux défis

- Faire coïncider les emplois du temps du comité de travail a été extrêmement difficile. Contacter les membres individuellement et par email s'est avéré une tâche ardue dans la mesure où les membres n'ont pas véritablement accès à l'internet.
- Nous luttons encore pour que la mise en œuvre d'un programme scolaire intégré pour les pays francophones et anglophones. La faisabilité de cette stratégie sera expérimentée l'année prochaine.

- Les programmes scolaires de la sous région varient. Par conséquent la planification des activités régionales constituait également un défi à relever.

Leçons apprises

- o Les ateliers organisés pour les enseignants a été une expérience des plus enrichissantes pour nous durant la période en question. Nous avons touché de plus près la réalité que vit un enseignant en Afrique de l'Ouest. Diverses méthodes d'enseignement, les attitudes des enseignants envers les élèves, l'attitude de la communauté envers l'enseignant et les attentes des élèves à l'égard du professeur et de l'enseignement ont été explorées.
- L'implication des enseignants a renforcé le sentiment d'appartenance dans leur pays respectif. Cela souligne une nouvelle fois l'importance d'impliquer les groupes cibles et les principales parties prenantes à toutes les phases du projet. La plupart des enseignants ont quitté les ateliers avec un sens élevé de la valeur de l'enseignant. Ils apprécient maintenant le rôle essentiel qu'ils jouent dans le façonnement de l'individu et la construction de la société. Nous espérons également que la société appréciera en retour et rendra à l'enseignant sa dignité et sa valeur.
- L'approche par équipe au processus a été aussi réalisée et appréciée. Cette approche par les équipes nationales constitue également une stratégie dans la mesure où elle facilite la restitution du processus dans son contexte et assure la durabilité du projet dans chaque pays. A mesure que le projet se développe dans chaque pays, l'équipe s'agrandira. Au bout du compte, une coalition nationale qui révolutionnera l'éducation en Afrique de l'ouest se développera dans chaque pays.

Plans de suivi

Les plans suivants, nous l'espérons, aideront à réaliser l'ensemble des objectifs du programme au cours de l'année suivante et en fin d'année du projet :

- ❖ Traduction du matériel en Français
- ❖ Formation des formateurs (pays francophones)
- ❖ Formation des enseignants qui formeront des médiateurs pairs
- ❖ Formation des médiateurs pairs dans les écoles
- ❖ Recherche sur le rôle des politiques éducatives dans la promotion de la paix, la réconciliation sociale et la coexistence entre les groupes
- ❖ Conférence des Ministres de l'éducation en vue de l'élaboration des politiques en faveur de l'éducation à la construction de la paix en Afrique de l'ouest
- ❖ Confection d'un manuel pour apprenants
- ❖ Création des clubs de la paix.

Rapport du Programme 2002

Réseau ouest africain d'Alerte précoce et d'Intervention rapide (WARN)

T. Suifon

Le Réseau ouest africain d'alerte et d'intervention Précoces (WARN) fait partie intégrante du programme ouest africain de construction préventive de la paix de WANEP. En tant que membre du Forum sur l'Alerte et l'intervention Précoce (FEWER), WANEP, à travers son programme, met en place un cadre pour un réseau d'alerte et d'intervention Précoce en Afrique de l'Ouest issu de la société civile. WARN englobe géographiquement tous les pays de la communauté économique de développement des états de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) y compris le Cameroun et le Tchad. Présentement, l'accent est mis sur les pays du Fleuve Mano, la Sierra Leone, le Libéria, la Guinée et la Cote d'Ivoire avec pour objectifs immédiats de s'étendre à l'ancienne région de la Séné-Gambie. Le financement de la mise en œuvre de ces activités au cours de la période en question a été pourvu par le Catholic Relief Services (CRS)-le bureau régional Afrique de l'Ouest (CRS-WARO). Ces activités comportaient deux ateliers de formation destinés aux moniteurs de conflits au Libéria, en Sierra Leone, en Guinée Conakry et en Cote d'Ivoire ; deux rapports d'évaluation sur les risques et opportunités stratégiques et un manuel de formation.

Objectifs

- Développer les capacités/structures locales et régionales pour une alerte et intervention Précoce à travers la formation, l'assistance technique et la mise sur pied d'une base de données
- Développer et assurer le suivi des indicateurs de conflit et de paix spécifiques au contexte
- Promouvoir une collaboration mutuelle entre la société civile et les organisations régionales/internationales de construction de la paix et de prévention de conflit déjà établies à travers l'échange et l'étayement des instruments des mécanismes, des outils et des priorités de prévention
- Promouvoir des approches proactives et intégrées de prévention des conflits et de construction de la paix

Aperçu des Activités

- **Formation des moniteurs (FOM) :** Le Réseau ouest africain d'alerte et d'intervention Précoce (WARN) considère la formation comme le fondement à partir duquel les analystes et les professionnels tirent leur expériences et leurs aptitudes. Le but de cette formation est par conséquent de développer les connaissances et les techniques chez les animateurs du domaine de la construction de la paix, des droits de l'homme, des médias et du développement qui serviront comme moniteurs de conflits et de la paix en vue de faire le rapport sur la tendance des conflits et la psycho-

dynamique des principales parties prenantes dans le conflit dans la sous région. 75 moniteurs de conflits et de la paix ont été formés au Libéria (du 5 au 10 août) pour la Sierra Leone, le Libéria et en Cote d'Ivoire (du 26 au 30 août) pour la Guinée Conakry et la Cote d'Ivoire. La formation de la Cote d'Ivoire était particulièrement significative. Moins de trois semaines après la formation, une rébellion éclatait dans le pays et les indicateurs de conflits que les participants avaient identifiés donnaient raison à la présente rébellion en Côte d'Ivoire.

- **Manuel de formation :** les deux sessions de formation de moniteurs et l'expérience que WANEP a acquise au cours des années ont fourni la base et le matériel pour la confection d'un manuel de formation spécifique à la région concernant le suivi des conflits et de la paix. Le manuel fait l'objet d'une étude et sera publié à la prochaine période du projet. Le manuel est réparti en trois sections : l'analyse des conflits, le

suivi et l'alerte Précoce et la carte de l'intervention, l'analyse et la mobilisation.

- **Evaluation des risques et des opportunités stratégiques :** il s'agit d'un document à base de données. Il identifie les indicateurs spécifiques de stabilité et d'instabilité du pays, les principaux acteurs/troubles fête/liens/déclencheurs, les analyses et propose des stratégies pour la prévention des conflits, la résolution et la transformation. Deux études ont été menées au cours de la période en question sur la Sierra Leone d'après guerre et sur la crise en Côte d'Ivoire. Le rapport issu de ces études est achevé.
- **Rapports de situation ou d'alerte Précoce et exposé de politique :** l'idée de WARN était d'achever la première phase de la formation cette année et de commencer effectivement le processus de compte rendu début 2003. Le coup du 19 septembre qui s'est transformé en rébellion en Côte d'Ivoire est devenu le test décisive pour WARN. En réponse à cette situation, WARN a publié cinq exposés de politique sur la situation en Côte d'Ivoire. Les analyses et les scénarii

Aperçu des Activités

ont été largement diffusés auprès des partenaires de WANEP. Le secrétariat de FEWER a produit une étude similaire qui fut largement disséminée. Le feedback des lecteurs notamment les diplomates, les agences des Nations unies et les principaux dirigeants de la région nous parviennent encore.

L'intervention des médias : bien que ce ne fut pas programmé, le coordonnateur du programme et les directeurs de WANEP ont donné des interviews auprès des médias locaux et internationaux. Trois interviews avec la Radio Deutschewelle (la Voix de l'Allemagne), trois interviews avec la BBC World Service, un briefing avec Radio France International (RFI), une interview avec the Christian Science Monitor – World Service et un certain nombre d'interview avec les Stations FM locales.

Résultats

- Par la qualité de ses analyses sur les conflits en Afrique de l'ouest, WANEP a obtenu l'attention des médias internationaux hautement crédibles
- WANEP est cité par de nombreux diplomates internationaux et des réseaux tels que UN-IRIN
- 75 individus ont reçu une formation comme moniteurs de conflit dans la plus instable région de l'Afrique de l'ouest ; leurs comptes rendus, espérons le, contribuera à la paix et la sécurité dans la région. Déjà des moniteurs de conflits en Cote d'Ivoire sont chargés d'assurer le rôle unique que WANEP joue dans la crise actuelle ; leurs rapports sur la situation locale fournissent la base des analyses que WANEP établies à l'intention des décideurs politiques.

Les défis

- La nécessité de disposer à temps du compte rendu pour pouvoir influencer les politiques est essentiel. Toutefois, la rapidité avec laquelle le conflit change une qu'il a atteint

le niveau de crise, il devient difficile sinon impossible à gérer ;

- Ceux qui ont les moyens et la charge d'agir pour gérer ou transformer les conflits, très souvent ne lisent pas les compte rendus sur les conflits ; ils sont trop occupés pour s'intéresser aux analyses ; WANEP devrait pouvoir accéder auprès des décideurs politiques nationaux et régionaux en Afrique de l'Ouest ; par conséquent, nous encourageons le traumatisme issu du désespoir – ayant connaissance d'une crise à venir et les risques et la douleur rencontrées pour donner l'alerte et vivre cependant pour voir le chaos survenir est très traumatisant ;
- Les gouvernements en Afrique de l'Ouest notamment les régimes répressifs considèrent toujours l'alerte rapide basée sur la société civile comme un rassemblement d'espions à la solde des gouvernements étrangers ; par conséquent, les moniteurs et analystes des conflits subissent des menaces y compris des menaces de mort. Au cours de la période en question, le Directeur exécutif de WANEP a échappé de justesse à la mort des mains de l'unité anti-terroriste du Gouvernement libérien pendant qu'il dirigeait une formation à l'intention des moniteurs des conflits à Monrovia ; il a marché pendant plusieurs jours à travers la forêt pour s'échapper du Liberia. Ces menaces sont réelles et pourraient s'accroître à mesure que les compte rendus de la situation conflictuelle établis par WANEP gagne de l'ampleur et sont cités par les médias internationaux ; comment gérer ces risques constitue un principal défi.

Les activités pour la prochaine période du projet.

WARN vient juste de réaliser un important partenariat avec le Catholic Relief Services (CRS) dans le but de mettre en place le Renforcement des Capacités dans la Prévention des Conflits et le Projet de bonne Gouvernance pour l'Unité de

Prévention des Conflits de la CEDEAO et des organisations de la société civile en Afrique de l'Ouest. Le projet a commencé en octobre 2002. Les activités comprennent la formation, le soutien institutionnel aux organisations de la société civile et à la CEDEAO ainsi que les comptes rendus sur les situations de conflit. Nous entrevoyons 2003 avec enthousiasme dans la mesure où ce projet nous rapproche de la CEDEAO, une institution qui est au centre de la construction de la paix en Afrique de l'Ouest.

Rapport du Programme 2002

Construction commune de la Paix en Sierra Léone

E. Bombande

Au cours de l'année en question, WANEP a achevé de manière satisfaisante la première phase du programme de construction commune de la paix en Sierra Leone (CPP – SL). Le programme fut conçu en septembre 1999 à la suite d'une évaluation intensive du conflit sierra leonais. WANEP accompagné de ses partenaires ont entrepris des consultations avec quinze organisations de la société civile, deux agences inter-gouvernementales et avec deux ministres du gouvernement. Le programme de construction commune de la paix avait alors été conçu de manière à prendre en compte les stratégies concertées et intégrées de construction de la paix. Les consultations et les ateliers nationaux s'étaient alors tenues au cours de la vie du projet. Quatre-vingt membres du parlement, 120 dirigeants de la société civile, 20 chefs supérieurs, 40 victimes principales et 180 anciens combattants du défunt Conseil révolutionnaire des Forces armées (AFRC), le Front révolutionnaire uni (RUF), l'ancienne armée Sierra leonaise (SLA), les Forces civiles de défense (CDF), ont directement bénéficié du projet.

Les principales activités menées au cours de la période en question comprenaient une consultation avec les principales victimes et une évaluation principale de fin de projet. Le soutien institutionnel apporté au Réseau de Construction commune de la paix en Sierra Leone, le produit du CCP – SL est décrit dans le rapport.

Objectifs

- Promouvoir le développement et l'expression des perspectives et de la définition locales du conflit Sierra leonais
- Faciliter la compréhension des concepts et les plans de paix et de réconciliation dans un contexte d'une société d'après guerre.
- Mettre en place une coalition nationale en faveur de la paix, de la réconciliation sociale et d'une ré-insertion sociale d'après guerre
- Participer à la mise en place et la mise en œuvre de la commission Vérité et Réconciliation et du Tribunal Spécial

Aperçu des Activités

• Les groupes de victimes

Dans le cadre des consultations avec les parties prenantes stratégiques qui ont la capacité d'influencer durablement la paix sociale, WANEP a organisé une consultation de trois jours avec les groupes de victimes. Quarante participants y compris ceux souffrant d'un handicap physique du fait de la guerre civile ont pris part à la consultation. Notre objectif premier était de s'assurer de la parfaite compréhension par les principales victimes de la définition du conflit, de leurs attentes vis-à-vis de la Sierra Leone d'après guerre et de leur rôle dans la guérison et la réconciliation. Au cours de cette consultation, il fut révélé que l'aide humanitaire apportée aux groupes des victimes fut considérablement réduite. Il n'y a eu aucune campagne comparable au programme de désarmement des ex-combattants réclamé à l'échelle internationale pour démobiliser et restaurer la dignité perdue des victimes de la guerre. Aucune reconnaissance publique et nationale ne leur a été encore accordée. L'atelier a permis aux victimes d'exprimer leurs doléances, leur colère, leur honte et leur désespoir. Nous avons l'obligation de manifester en des termes concrets notre engagement à résoudre les besoins matériels et de

survie des victimes. Par conséquent, WANEP a soutenu trois des victimes en attribuant des machines à coudre et en employant un ancien combattant dans les bureaux du NCP-SL. D'autres ont reçu des bourses d'études d'une année. Même s'il est vrai que WANEP n'est pas une agence de secours, il nous était difficile de laisser les victimes sans une démonstration symbolique de notre bonne foi. Le NCP-SL a suivi l'évolution des participants aux ateliers notamment ceux qui ont reçu des bourses d'études et un soutien professionnel. Certains ont déjà été recommandés auprès des membres de WANEP qui traitent directement des questions de secours et de réhabilitation.

• Evaluation de l'impact de la paix (PIA)

Dans le programme de trois ans pour la Sierra Leone, WANEP a intégré un mécanisme de suivi et d'évaluation de l'impact du travail à réaliser dans le pays. Au cours de la période en question, une évaluation de l'impact de la paix a été menée. Les termes de références à savoir les conditions d'exécution de cette enquête ont été élaborées, fait l'objet de discussions et ont été approuvées par toutes les parties prenantes dont le réseau pour la construction commune de la paix en Sierra Leone (NCP – SL), les partenaires donateurs (CORDAID et Act

– Netherlands) et le réseau africain de construction de la paix et de la réconciliation (CORDAID et Act – Netherlands) et le réseau africain de construction de la paix et de la réconciliation basé à Nairobi au Kenya.

Un total de 60 participants issus de 4 provinces de la Sierra Leone a pris part au PIA. Ceux qui étaient présents à la consultation d'évaluation avaient participé au projet. Après avoir pris part aux ateliers et aux consultations, ils ont appliqué les techniques et concepts dans leur travail. Le but de WANEP était par conséquent de s'assurer de l'impact du projet dans leurs vies personnelles et dans leur travail professionnel ou communautaire. Il visait également à examiner si les approches et stratégies de construction de la paix adoptées par les bénéficiaires de ce projet, si les cinq principes opérationnels de construction de la paix énoncés au cours des ateliers et des consultations avaient été mis en pratique dans leur travail. Ces principes sont la globalité, la propriété locale, la réflexion et l'action stratégique, l'interdépendance et la durabilité. Un rapport complet de l'évaluation de l'Impact de la Paix (PIA) qui renferme des informations sur l'impact qualitatif du projet, est disponible auprès du Secrétariat de

Aperçu des Activités

WANEP et sur son site Web (www.wanep.org)

RESULTATS

- 630 participants (environ 200) femmes ont pris directement part à toutes les activités du projet ; tandis que près de 50 000 auditeurs ont bénéficié des campagnes sur la paix diffusées à travers la radio.
- Un cadre pour une construction de la paix concertée et commune appelé le réseau de construction commune de la paix a été mis en place au cours du projet ; le NCP – SL demeure la seule infrastructure qui traduit la coopération, le travail en réseau et la coordination au sein des organisations locale, nationale et internationale opérant dans la Sierra Leone d'après guerre.
- Près de 60 membres de NCP – SL ont pris part à des cours avancés grâce au soutien de WANEP en Afrique de l'Ouest et en dehors de la région ; ces membres formés composent maintenant l'équipe de formateurs, de moniteurs de conflit et des analystes en Sierra Leone. Leur expertise est exploitée au niveau local et à l'échelle internationale.
- Un comité permanent de réconciliation nationale a été mis en place lors des consultations avec les membres du parlement en 2001 ; les membres du parlement ont suivi leur engagement en adoptant une loi permettant la mise en place d'un cadre qui déterminera une stratégie et l'expression de la construction de la paix et de la reconstruction sociale en Sierra Leone.
- Bien qu'il soit difficile pour WANEP de revendiquer le rôle qu'il a joué au niveau politique dans le processus de paix en Sierra Leone, les dirigeants du RUF et du AFRC qui ont participé aux consultations organisées par WANEP ont affirmé l'impact de ces délibérations sur les décisions qu'ils ont prises au cours des négociations dans le pays et ailleurs ; le changement de langage, l'utilisation des mots tels que « le cycle de violence », la réconciliation, construire des ponts avec des coalitions disposées, sont devenus des jargons communs utilisés par les dirigeants rebelles au cours de ces consultations.
- Les bénéficiaires du projet maintiennent toujours leurs liens avec WANEP et le NCP-SL en rendant souvent visite aux bureaux du NCP-SL, en gardant le contact avec WANEP et en participant activement à la construction de la paix dans la Sierra Leone d'après guerre.

LES PRINCIPAUX DEFIS

- Les cicatrices de la longue guerre civile qui a duré une décennie en Sierra Leone sont partout visibles dans le pays. Bien que de nombreuses personnes tentent de refouler les cicatrices psychologiques afin de survivre, les mutilés et les handicapés physiques, les femmes et les filles devenues positives au VIH

des suites d'un viol collectif, l'augmentation sans précédent du taux de prostitution et de la mendicité ainsi que la présence des bâtiments pillés font qu'il est impossible pour les Sierra Léonais d'oublier. Ce passé douloureux ne peut pas être balayé d'un revers de la main.

- Les ressources nécessaires à la guérison du passé sont insuffisantes. La Commission Vérité et Réconciliation chargée de guérir les blessures passées et de bâtir une nouvelle société est scandaleusement sous financée tandis que le Tribunal Spécial qui ne juge pas plus de cent criminels de guerre dans le pays est doté de 58 millions de dollars américains pour accomplir son travail. Le Tribunal Spécial, bien que nécessaire pour rétablir la justice en Sierra Leone, n'est pas mandaté ni n'est en mesure de reconstruire la société sierra léonaise disloquée. Le sous financement du processus de guérison et de réconciliation en Sierra Leone ne constitue pas seulement un défi mais représente une menace pour une paix durable dans le pays.
- Il existe plusieurs domaines en Sierra Leone où interviennent des centaines d'organisations à savoir dans le domaine du secours, du développement et de la paix. Dans de nombreux cas, ces organisations n'ont aucune idée des activités des autres ; créant ainsi un embouteillage. Le réseau de construction commune de la paix en Sierra Leone et ses membres tentent d'encourager la complémentarité et la coopération. La tâche s'avère difficile même si progressivement bon nombre de ces organisations commencent à apprécier le fait de travailler ensemble.
- La gestion de la question de leadership au sein du Réseau et assurer une coordination efficace constitue le défi actuel. WANEP s'efforce d'élaborer et de clarifier la structure et les opérations du cadre du réseau et de coopération. Dans les prochaines années, la clarification des questions structurelles et fonctionnelles se fera à travers des ateliers et des consultations en Sierra Leone.

LECONS APPRISES

La Sierra Leone nous a appris que l'exécution d'un programme de construction de la paix intégrée et commune dans une société profondément divisée exige de la souplesse, une planification minutieuse continue et une affirmation constante du pouvoir et des ressources des acteurs locaux. Cela demande de la transparence, de la confiance et de porter son attention sur le processus plutôt que sur le résultat. Au cours des trois années, nous ne pouvons énumérer un plan qui ait été mené à bien et conformément au programme. Certaines exigences telles que les affrontements armés sporadiques et la difficulté de rassembler les acteurs autour d'une même table à un moment précis ont mis à l'épreuve notre quête pour la paix dans le pays. Le succès que nous revendiquons aujourd'hui est le fruit d'une patience, de l'espoir, de la foi en les acteurs locaux et d'une constante exploitation des conflits inter-personnels comme une opportunité d'épanouissement personnel et collectif. Notre compréhension de la psychologie des gens qui vivent dans une situation de crise et ceux intervenant dans une telle situation, s'est énormément accrue.

Rapport du Programme 2002

Mise en place d'une justice en Afrique de l'ouest

F. M'Boge

Avec le soutien de l'Union européenne à CORDAID, une étude est en cours afin d'enquêter sur les relations actuelles entre les organisations de construction de la paix et les droits de l'homme en Afrique. Le projet vise à mettre en place un cadre et une stratégie à travers lequel les défenseurs des droits de l'homme et les professionnels de la construction de la paix pourront harmoniser leurs intentions de manière à ce que la justice et la paix puissent englober à la fois la théorie et la pratique. Le projet fut conçu avec CORDAID et Samuel Kofi Woods, un activiste libérien de droits de l'homme de renom. Les partenaires pensent qu'afin de réaliser une paix durable en Afrique de l'ouest, des organisations des droits de l'homme et de construction de la paix devrait travailler plus ensemble.

WANEP a fait appel à un consultant pour mener cette étude. Lors de la première réunion avec la direction de WANEP, un plan de travail détaillé fut présenté. Les activités comprennent une enquête sur les organisations des droits de l'homme en Afrique de l'Ouest et leur capacité à avoir de l'influence sur les questions de justice et de paix, deux cas d'études sur la justice de transition en Sierra Leone et sur le rôle de commission africaine des Droits de l'homme et des Peuples à rétablir la justice dans les pays émergent des conflits armés en Afrique de l'ouest ; la tenue de trois consultations nationales entre les organisations des droits de l'homme et de construction de la paix au Sénégal, en Guinée Bissau et en Sierra Leone ; concevoir un cadre conceptuel pour des cours de justice et de construction de la paix intégrée qui sera enseigné à l'institut ouest africain de construction de la paix (WAPI).

Objectifs

- Identifier et tracer la carte des organisations des Droits de l'homme et de construction de la paix en Afrique de l'Ouest et leur capacité à avoir une influence sur les questions de paix et de justice dans leurs contextes respectifs ;
- Evaluer les rapports de fonctionnement entre les organisations des Droits de l'homme et de construction de la paix en Afrique de l'Ouest ainsi que leur capacité ou leur disposition à participer dans des programmes régionaux communs ;
- Evaluer les principaux problèmes et défis auxquels sont confrontées les organisations des Droits de l'Homme et de construction de la paix en Afrique de l'Ouest et leurs stratégies mises en place pour résoudre ces questions ;
- Promouvoir le dialogue aux niveaux national et régional entre les organisations et les professionnels des Droits de l'homme et de construction de la paix en Afrique de l'Ouest ;
- Identifier les principales interventions stratégiques des organisations des Droits de l'Homme et leur corrélation dans le domaine de la construction de la paix et vice versa ;
- Soutenir les efforts de plus longue durée des organisations des Droits de l'Homme visant à promouvoir la culture de la paix, la justice et la réconciliation en offrant une formation appropriée sur les concepts de justice et de construction de la paix à l'Institut ouest africain de construction de la paix (WAPI).

Aperçu des Activités

• **Annuaire des organisations des Droits de l'Homme**

Une base de données sur les organisations des Droits de l'homme et de construction de la paix de tous les pays d'Afrique de l'Ouest est en cours de confection. Elle sera un guide utile dans la mesure où il sera mis en exergue les capacités institutionnelles et opérationnelles, les potentialités qu'elles apportent aux joint ventures et leurs faiblesses ainsi que les domaines essentiels pour le renforcement des capacités. Un questionnaire fut conçu et a servi d'instrument de collecte des données dans le domaine.

• **Consultations nationales avec les organisations des Droits de l'homme et de construction de la paix**

Trois consultations ont été programmées mais seulement deux ont eu lieu à Ziguinchor au cœur de la région

casamançaise du sud du Sénégal et dans la capitale de la Guinée Bissau. Au cours de chacune des consultations, 25 organisations des Droits de l'homme et de construction de la paix actives dans le domaine se sont rassemblées pour engager un dialogue ouvert en vue de l'évaluation de leurs relations de fonctionnement ainsi que leur capacité ou leur disposition à participer à des programmes régionaux communs. En agissant ainsi, nous avons pris en compte les principaux problèmes et défis auxquels font face les organisations des Droits de l'homme et de construction de la paix et avons réfléchi sur les stratégies mises en place pour relever ces défis. Les médias ont manifesté de l'intérêt à ces consultations et la sensibilisation du public s'est accrue du fait de la participation de WANEP à des programmes et des interviews radio diffusés en Guinée Bissau et au Sénégal.

• **Etudes de cas**

L'enquête devait également mener deux études de cas dans lesquelles le Consultant devait analyser les stratégies utilisées par la justice ou les organisations des Droits de l'homme et de construction de la paix dans leurs domaines d'intervention respectifs en identifiant particulièrement les liens stratégiques. Ces études de cas ont fourni une thématique à l'étude.

La première étude a porté sur « *Le rôle de la Commission africaine des Droits de l'Homme et des Peuples face aux violations de droits dans les pays émergent des violents conflits.* » Cette étude est achevée et le rapport qui en est issu fait l'objet d'un examen au Secrétariat de WANEP. La seconde étude qui vise à évaluer « *le rôle des ONG œuvrant dans le domaine de droits de l'homme et de la construction de la paix dans le cadre de la construction post conflictuelle* » sera menée en février 2003 en Sierra Leone.

Aperçu des Activités

• Demande du statut d'observateur auprès de la commission africaine de droits de l'homme et des peuples

Les militants et les organisations des Droits de l'Homme à travers le continent africain et les ONG internationales, les représentants des Etats et les institutions nationales des droits de l'Homme se rassemblent chaque année pour la session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'Homme et des Peuples dont le siège est basé à Banjul en Gambie. Tout en se préparant à mener la première étude de cas, le Consultant a découvert que WANEP, bien que formant la plus grande coalition de construction de la paix en Afrique de l'ouest, n'est pas affilié auprès de la Commission. Le consultant a par conséquent fait la demande du statut d'observateur au nom de WANEP. A la 32^e session ordinaire de la commission africaine de droits de l'homme et des peuples qui s'est tenue dans la capitale gambienne, Banjul, WANEP reçut le statut d'observateur. WANEP dispose maintenant d'une occasion unique de participer pleinement aux activités de la Commission et de servir de point de référence pour des questions ayant trait

à la paix et à la sécurité en Afrique de l'Ouest. WANEP peut maintenant porter à l'attention de la Commission des questions relatives à la paix et à la sécurité et influencer l'ordre du jour des sessions ordinaires.

Résultats

- Un résultat important au cours de la période en question concerne l'acquisition du statut d'observateur pour WANEP auprès de la Commission africaine des Droits de l'homme et des Peuples. Se rapprocher d'aussi près de la plus grande entité chargée des questions des droits de l'homme sur le continent africain constitue une significative avancée pour WANEP dont le but est l'harmonisation de la justice et de la paix dans la sous-région.
 - Au terme de la consultation qui s'est tenue au Sénégal, les organisations

de droits de l'homme et de la construction de la paix sont sur le point de créer un réseau de construction de la paix pour WANEP au Sénégal. Il s'agit d'une claire indication du degré d'engagement de ces diverses organisations qui visent à développer une approche globale de mise en place d'une justice et d'une construction de la paix au Sénégal, particulièrement dans la région casamançaise où sévit une guerre de sécession depuis 20 ans.

- Et pour la première fois aussi, WANEP a pénétré la Guinée Bissau à travers ce projet. Les

de l'Ouest ont rendu ardu le rassemblement des organisations et des expertises à travers la région.

- Le problème le plus difficile fut rencontré dans les deux pays lusophones puisque aucun membre du personnel du WANEP ne parle le Portugais. L'utilisation d'interprète et la traduction des documents se sont avérés difficile mais nécessaire.
- Le voyage à travers la région était difficile dans la mesure où il fallait compter des jours supplémentaires du fait des retards et de l'irrégularité des vols et des correspondances.
- L'organisation des consultations

nationales a révélé certaines des difficultés et des obstacles rencontrés par les organisations elles-mêmes et qui ont compromis leur capacité à œuvrer efficacement ensemble.

- L'intervention de WANEP dans les pays où il n'est pas actif requiert un certain travail de fond pour amener les partenaires et les relations à faciliter la bonne mise en œuvre du projet.

Les activités pour la prochaine période du projet

- Organiser la dernière consultation nationale avec les organisations des droits de l'homme et de la construction de la paix en Sierra Leone.

- Mener une étude de cas sur le rôle des ONG des droits de l'homme et de la construction de la paix dans la Sierra Leone d'après guerre.
- Produire un annuaire sur les organisations des droits de l'homme en Afrique de l'Ouest.
- Concevoir une description du module du cours sur les questions de justice et de paix qui sera enseigné à WAPI en 2003.
- Publier le rapport final du projet sous la forme d'une monographie.
- Rédiger une communication pour une conférence régionale sur l'adoption de stratégies communes qui s'intéressent au lien qui existent entre les questions de justice/droits de l'homme et la construction de la paix propres au contexte

Les défis

- Les différences linguistiques en Afrique

Rapport du Programme 2002

Réseau des femmes dans la Construction la Paix
(WIPNET)

T. Ekiyor

Réseau des femmes dans la Construction de la Paix: 2002 marqua la première année du programme des femmes dans la construction de la paix. Le but de ce programme vise à construire les capacités des femmes ouest africaines de manière à ce qu'elles puissent participer activement à la construction de la paix – formation, médiation, négociation, plaidoyer et la recherche. Les principales activités programmées pour la période en question sont les suivantes :

- concevoir et produire un manuel de formation spécialisée destiné aux femmes de la construction de la paix,
- organiser un atelier de formation de formateurs au niveau régional,
- développer et établir des réseaux nationaux des femmes dans la construction de la paix au Liberia, Guinée, Sierra Leone, Nigeria, Ghana, Sénégal, Bénin, Côte d'Ivoire et le Burkina Faso,
- organiser des ateliers nationaux de formation des formateurs dans les pays ciblés,
- mener les recherches au niveau régional sur « l'Engendrement de l'Alerte Rapide en Afrique de l'Ouest »,
- publier le premier journal des femmes dans la construction de la paix en Afrique de l'Ouest, et
- tenir une conférence annuelle pour examiner l'évolution du programme.

Objectifs

- constituer à travers une formation et une orientation soutenues, un groupe des femmes dotées de compétences en formation, dans le domaine de la recherche, de la négociation, de la médiation, et dans d'autres processus d'intervention impliquant des personnes tierces
- aider les femmes à identifier et à promouvoir leurs visions et leurs valeurs dans la construction de la paix
- mettre en place un cadre coordonné pour les femmes dans la construction de la paix en Afrique de l'ouest au sein des structures nationales de WANEP
- produire des matériels ressources adaptés aux besoins des femmes dans la construction de la paix en Afrique de l'ouest

Aperçu des Activités

• Production et publication d'un manuel de formation spécialisé

En novembre 2001, lorsque le programme des femmes dans la construction de la paix fut lancé auprès de WANEP, un manuel de formation fut achevé. En 2002, le manuel fut introduit auprès des professionnelles au cours de sept ateliers de formation tenus aux niveaux régional et national. Les participants à ces ateliers ont répondu en commentant sur le contenu et la pertinence du manuel. Au cours du premier trimestre de 2003, le manuel sera publié et distribué aux membres du Réseau des femmes dans la construction de la paix.

• L'atelier de formation régional

La formation des formateurs utilisant le manuel spécialisé était tenu en février 2002. La formation a apporté des connaissances de base sur le concept de la construction de la paix et doté les participantes d'aptitudes dans la facilitation, la médiation et la négociation. Il a également examiné la méthodologie proposée dans le manuel. 20 femmes en provenance du Ghana, du Nigeria, de la Guinée, du Liberia, de la Sierra Leone, de la Côte d'Ivoire, du Sénégal, de Bénin, du Burkina Faso et de la Gambie ainsi

que le personnel féminin du secrétariat de WANEP ont participé à cet atelier de formation.

• Consultation nationale

Au cours de la période en question WANEP tint des consultations avec des groupes de femmes au Nigeria, au Ghana, en Sierra Leone, au Liberia, en Gambie, et au Sénégal. Au Liberia et en Sierra Leone notamment, il fut réaffirmé la nécessité des programmes à long terme destinés aux femmes qui auront pour but de résoudre les effets traumatiques spécifiques qu'elles ont enduré lors des violents conflits. Les femmes ont également manifesté leurs intérêts dans l'acquisition d'aptitudes formels dans le domaine de la construction de la paix et à s'associer avec les hommes pour bâtir la paix dans la région. Ces réunions ont donné un cadre aux femmes qui leur a permis de faire connaître les domaines dans lesquels elles voulaient participer ou plus important encore si elles voulaient participer et pourquoi.

• Les ateliers nationaux de formation des formateurs

Les groupes de formatrices qui avaient participé à l'atelier régional de forma-

tion des formateurs en Février sont retournés dans leur pays respectif et ont organisé des ateliers de formation similaires pour 20 autres femmes. 5 ateliers nationaux de formation pour 100 femmes ont été organisés au Liberia (juillet 2002), au Ghana (août 2002), en Sierra Leone (août 2002), au Nigeria (août 2002) et au Sénégal (septembre 2002). Au cours de ces ateliers de formation initiale, ces nouvelles formées ont agi comme des assistantes formatrices aux formateurs principaux issus du Secrétariat de WANEP. Ce processus marque la réalisation du but de WANEP qui est l'évaluation de l'impact de la formation régionale. La pertinence du contenu de la formation dans chaque contexte fut également évaluée.

• La recherche annuelle au niveau régional

WIPNET vise à mener une étude de recherche globale chaque année. Cette étude vise à renforcer le domaine de la femme dans la construction de la paix et à contribuer de manière académique sur le sujet. Le thème de la recherche pour 2002 était consacré au « le rôle de la femme en tant qu'indicateur d'alerte rapide ». La recherche de cette année

Aperçu des Activités

soutenue par le Fonds africain pour le développement des femmes (AWDF) s'est intéressée au rôle unique que pouvaient jouer les femmes dans la promotion de ces congénères en tant qu'indicateur d'alerte Précoce rendant ainsi le processus plus efficace. L'étude avait commencé en juillet 2002 et s'est achevée en décembre de la même année. Les pays ciblés par cette étude étaient le Liberia, la Sierra Leone, le Nigeria, la Guinée et le Sénégal (la Casamance). Le rapport final sera publié et disséminé aux membres et partenaires de WANEP au cours du premier trimestre de 2003. Il sera également disponible sur le site de WANEP.

- **Publication du journal annuel**

Un journal annuel intitulé « Her Stories » fut conçu et publié par les membres de femmes dans le réseau de construction de la paix. Ce journal vise à offrir aux femmes ouest africaines un espace où énumérer et célébrer leurs réalisations dans la construction de la paix, partager leurs expériences personnelles du temps de la guerre et de la paix et donner leur vision sur les questions globales qui affectent les femmes et la sécurité humaine. Le journal de cette année a reçu des contributions de femmes ordinaires actives dans la construction de la paix.

- **Conférence annuelle**

A la fin de chaque année, les femmes dans le programme de construction de la paix tiennent une conférence annuelle consacrée aux leçons apprises au cours de l'année. Le but de cette conférence est de partager les expériences, les succès et les défis de l'année, discuter des questions nationales, régionales et internationales qui affectent les femmes et développer des stratégies pour l'année prochaine. La première conférence s'est tenue au Sénégal du 4 au 6 novembre 2002 en partenariat avec Oxfam- America et le Catholic Relief Services. Le thème de la conférence était « le développement des femmes, la construction de la paix. » Il y avait 50 délégués qui ont participé à cette conférence et bien que l'Afrique de l'Ouest fut au centre des débats, plusieurs délégués provenaient de l'Afrique de l'est, de l'Afrique australe, du Royaume-Uni et des Etats-Unis. La conférence marquait le point fort des activités du programme pour l'année. Ce fut un moment excitant pour la célébration, pour apprendre, pour la responsabilisation et la planification des

stratégies. Dans l'esprit africain de la célébration et de l'hospitalité, il y avait des danses culturelles, des échanges de cadeaux et des chants. On pouvait également noter des rires et des pleurs, des signes d'espoir et de désespoir, du courage et de la peur. Elles étaient toutes bien intentionnées et nous ont rappelé l'orientation choisie dans la quête pour la paix en 2003. Mme Bisi Adeleye – Fayemi, la directrice du Fonds africain de développement des femmes fit un discours liminaire.

- **Les opérations des réseaux nationaux**

A travers des femmes formées dans les ateliers régionaux, le programme a mis en place des réseaux de femmes dans la construction de la paix au Liberia, en Sierra Leone, au Nigeria, en Gambie, au Sénégal et au Ghana. Ces réseaux ont mis en place

leurs propres plans nationaux, levé leurs propres fonds et se sont mis au travail immédiatement après les ateliers nationaux.

Le Liberia : la coordinnatrice national du Liberia et une équipe de femmes dévouées ont mis en place un certain nombre de projets innovateurs qui ont rendu le programme des femmes crédible et donné une certaine visibilité. Après leur consultation nationale et atelier de formation, le réseau libérien a conçu un projet intitulé, Projet de Vulgarisation de

la Paix. Les principales activités mises en place par le projet renfermaient des marches pour la paix dans les principales villes du pays, l'érection de panneaux avec des messages de paix et la mobilisation des femmes musulmanes et chrétiennes en vue de former deux réseaux de femmes pour la paix à caractère religieux. Le programme de vulgarisation de la paix a formé directement 68 professionnelles de la construction de la paix et mobilisé 4 000 femmes dans le pays pour la paix et la réconciliation. WIPNET – Liberia et 15 organisations de femmes reconnues se sont embarquées dans un programme de défense pour 2003 dans la mesure où le Liberia organise sa seconde élection générale d'après guerre bien que le pays soit confronté à une insurrection.

Le Nigeria: les membres de WIPNET du Nigeria se sont réunies avec d'autres groupes de femmes et ont réfléchi sur la manière de collaborer. Deux grandes activités ont eu lieu au Nigeria : l'atelier de Kaduna – dans le but d'encourager le dialogue entre les femmes musulmanes et chrétiennes à Kaduna, WIPNET – Nigeria a tenu un atelier de formation pour un nombre select de femmes

Aperçu des Activités

chrétiennes et musulmanes à Kaduna. C'était la première fois depuis les récentes violences que les femmes chrétiennes et musulmanes se retrouvaient pour parler de la sharia, de la coexistence et de la tolérance religieuse. La principale issue de cet atelier fut la déclaration inter religieuse pour la paix à Kaduna conçue par les femmes. En présence des médias locaux et internationaux, les femmes ont présenté leur déclaration aux membres du clergé des deux religions.

L'atelier « Briser les barrières » (bridge building workshop) destiné aux femmes du Delta Niger – Avec l'émergence des groupes de femmes activistes qui affrontent les compagnies pétrolières dans la région du Delta Niger du Nigeria, Shell petroleum Development Company (SPDC) a invité les membres de WIPNET dans le but d'être conseillé sur la manière de satisfaire les besoins des femmes. En octobre 2002, WIPNET a organisé un atelier « Briser les barrières » (bridge building workshop) pour Shell et les femmes du Delta Niger. A la fin de l'atelier, une barrière fut brisée et la communauté des femmes forma un comité. Ce comité comprend des représentantes de toutes les principales communautés qui agira comme intermédiaire entre les communautés et Shell. Afin de s'assurer que la communauté des femmes continue de bénéficier de l'expertise et de l'expérience régionales de WANEP, les participantes de toutes les communautés ont fait une demande d'adhésion auprès de WIPNET et sont maintenant membres de WIPNET au Nigeria.

La Sierra Leone : les membres de WIPNET en Sierra Leone ont formé un groupe composé de femmes membres des groupes de la société civile en Sierra Leone . Pour introduire une nouvelle dimension à la construction de la paix, WIPNET-Sierra Leone a décidé de s'engager et de s'intéresser davantage aux femmes rurales. Par conséquent, l'atelier de formation nationale qui s'est tenu en début août 2002 fut organisé à Kenema à l'Est de la Sierra Leone. L'équipe de la Sierra Leone tient régulièrement des réunions dénommées « apporter et partager » (bring and share). A ces réunions, les femmes discutent des questions qui concernent leur travail pour la paix et la réconciliation dans le pays. Le British Council et l'Université de la Sierra Leone participent activement aux activités de WIPNET dans le pays.

Ghana: au cours d'une consultation qui s'est tenue avec des femmes sélectionnées de toutes les régions du pays, il s'est dégagé un consensus de centrer le programme de WIPNET sur les questions conflictuelles qui sévissent dans la région du nord du Ghana. A cet effet, WANEP organisa en août 2002 un atelier de formation dans le Damango Unity Center à Damango. Les femmes en majorité issues du nord du Ghana ont participé à cet atelier. Dans la mesure où il y avait déjà un réseau de femmes opérationnel dans le nord, WINCOPA, le programme s'est servi de ce réseau comme point de départ pour instituer un réseau plus grand. Depuis la formation d'août le réseau du Ghana a organisé une réunion avec les femmes dans leurs zones d'activités afin de leur parler de l'atelier de formation de WANEP,

ce réseau a également organisé une autre réunion avec les coiffeuses, les vendeuses du marché, etc. issus des deux groupes ethniques rivaux (Kusasi et Mamprosi) pour discuter de ce que les femmes peuvent faire pour améliorer leurs vies au vu des conflits, et faciliter le dialogue sur le rôle de la femme dans le processus de la transformation des conflits et de la construction de la paix.

• **Personne ressource en visite**

En 2002, le programme WIPNET a eu le privilège de

recevoir une personne ressource, Dr Lisa Schirch, Associate Professor (Maitre de Conférence) venant de Eastern Mennonite University (EMU) Etats-Unis. Cette visite a donné l'occasion d'apprendre sur la manière dont les échanges culturels et la collaboration peuvent être bénéfiques aux parties participantes. Durant les cinq mois que le Dr Schirch a passé auprès de WANEP elle a participé aux activités suivantes : les ateliers de formation de formateurs au Ghana et au Sénégal, a écrit des articles au journal, Her Stories, et a co-présenté une session de guérison de traumatisme à la première conférence annuelle des femmes de la construction de la paix qui s'est tenue à Dakar au Sénégal. Le Dr Schirch a dirigé le programme du personnel de WIPNET en révisant le manuel et les outils de formation existants et a également souligné les autres principaux domaines qui pourraient être améliorés dans le vaste programme régional.

En une année, le programme WIPNET est passé des 14 femmes lors de la consultation initiale en novembre 2001 à plus de 400 femmes en novembre 2002. Il touche la vie d'au moins 10000 femmes dans 8 pays. Les coordonnatrices nationales ont œuvré très dur pour s'assurer de la réalisation des actions que nous célébrons dans ce rapport. L'élan est pris. Les femmes sont

Recompensé de l'oeuvre en 2002

Le D.E de WANEP récompensé

Au cours d'une cérémonie spéciale qui vit la participation de plus de trois cents personnes à Harrisonburg en Virginie, le Directeur Exécutif du Réseau ouest africain pour la Construction de la Paix, Sam Gbaydee Doe, reçut une distinction pour le travail accompli, 2002 Distinguished Service Award de la Eastern Mennonite University. Lors de la présentation de cette distinction, le Président de l'Université, Dr Joseph Lapp, a loué Doe pour sa dévotion à l'appel divin à travers son témoignage et sa plaidoirie en faveur de la justice et de la paix non seulement en Afrique de l'ouest mais à travers le monde.

Plusieurs amis et professeurs ont rendu hommage au Directeur exécutif de WANEP au cours de cette cérémonie. Dr Barry Hart avec lequel Sam a travaillé au Liberia, en Suisse et aux Etats-Unis comme co-instructeurs a déclaré : « il n'y a pas de jour typique pour Sam. Il est perçu comme un animateur essentiel de la construction de la paix qui allie à la fois une profonde intégrité, sagesse et foi chrétienne en aidant les gens à transformer leurs propres combats et conflits. » « Sam Doe continue d'être un professionnel réfléchi, créatif et innovateur de l'évangile de la réconciliation, » a remarqué Ruth H. Zimmerman, co-directeur du Programme de Transformation des Conflits.

Le Directeur exécutif a reçu cette distinction au nom de tous ceux qui sont membres de la communauté de WANEP. Il a déclaré à la chaleureuse assistance que cette récompense appartenait à tous ceux qui œuvrent activement en faveur de la paix, de la justice, de la guérison et de la réconciliation en Afrique de l'ouest. Le Directeur exécutif a informé le public qu'il dédiait ce prix « aux nombreux enfants d'Afrique de l'ouest dont l'avenir a été brisé par la barbarie de la

violence. »

Dr John Paul Lederach, le mentor de Doe, a rendu un hommage spécial au Directeur Exécutif et a qualifié le développement du Réseau ouest

africain pour la Construction de la Paix en Afrique de l'ouest comme le début d'une ère nouvelle dans notre sous-continent, une ère faite de paix, de guérison, de réconciliation et d'espoir.



...Ceux qui connaissent l'utilité et la valeur de vos emprunts sauront les compter et les garder au fur et à mesure que vous avancez.



lorsque la cupidité exploite la rancœur

par Sam Gbaydee Doe

Le 24 décembre 1989 marque un jour dans l'histoire lorsque survint un changement capital non seulement au Liberia mais dans toute la sous-région ouest africaine. L'Etat qui a toujours été la chasse gardée de quelques privilégiés a été dépouillé et jeté à la masse d'hommes pour en faire ce qu'ils voulaient. Garçons et filles, les pauvres et les riches, les intelligents et les fous sont tous en train d'arracher nerveusement un morceau de cet éléphant mort qui est l'Etat. Comment en sommes nous arrivé d'abord à cette triste époque ? Qu'est-ce qui explique la dégénérescence de nos communautés au point où des enfants pas plus âgés que 7 ans ressentent le besoin de se défendre et d'exploiter les butins de la guerre ?

J'explique dans ce papier qui le chaos qui se répand comme un feu de brousse en Afrique de l'ouest est le résultat d'un manque de mécanisme et

d'institutions efficaces capables de répondre à la montée de rancœur qui consomment les gens ordinaires. Il n'y a tout simplement d'ouverture pour ceux qui sont poussés à la marginalisation par des systèmes socio-économiques et politiques injustes capables de résoudre leurs problèmes. Personne ne se soucie de leur problème aussi longtemps que le statu quo demeure intact. Il y a 73 ans, Jose Ortega Gasset faisait cette observation :

« il n'y a pas de culture s'il n'y a pas de normes auxquelles nos congénères peuvent y recourir. il n'y a pas de culture s'il n'existe de principes de légalité auxquels faire appel. il n'y a pas de culture s'il n'y a pas d'acceptation de certaines

positions intellectuelles finales qui puissent déterminer différend. il n'y a pas de culture si les relations économiques ne sont pas soumises à des principes de fonctionnement afin de protéger les intérêts en jeu...lorsque toutes ces choses manquent, il n'y a pas de culture ; dans le stricte sens du mot, c'est la barbarie. »

(Gasset, Jose Ortega, The Revolt of the Masses, W.W. Norton and Company, inc, 1960).

La proposition de Gasset est d'autant plus d'actualité et irréfutable qu'il y a 73 ans. Lorsque Charles Taylor annonça sa rébellion à partir de la ville lointaine de Karnplay au nord Est du Liberia, tout libérien qui revendiquait la justice écouta avec intérêt et attendait avec impatience l'arrivée du héros. Bien que le Liberia puisse se vanter d'avoir quelques-unes des meilleures infanteries en Afrique de l'Ouest avant l'insurrection, la guerre dura moins de 5 mois et plus de 80 % du pays fut conquis. Les masses répondirent à l'appel de prendre les armes comme le seul moyen disponible pour faire face à un gouvernement qui tuait systématiquement les femmes, les enfants et les personnes âgées

notamment des groupes ethniques Gio et Mano. La politique de nettoyage ethnique de Doe et son mépris flagrant des libertés fondamentales justifiaient la révolte de Charles Taylor. La plupart des Libériens et les puissances régionales et internationales ont soutenu la rébellion comme le seul moyen pour mettre fin au régime barbare de Samuel Kanyon Doe.

La Sierra Leone vécut le même scénario. Le gouvernement du All People's Congress (APC) devint le régime le plus corrompu et répressif dans l'histoire de la Sierra Leone. Les

étudiants furent contraints à l'exil tandis que Siaka Stevens complota avec des hommes d'affaires libanais pour exploiter son propre pays et son peuple. Lorsque la rébellion commença en Sierra Leone le tissu économique était à son plus bas niveau. Depuis lors la Sierra Leone est devenue la nation la plus pauvre de la terre bien qu'il se dise qu'elle possède des diamants les

plus commercialisables dans le monde. Très peu des gens connaissaient Foday Sanko avant sa rébellion, mais beaucoup ont célébré lorsqu'ils entendirent qu'un groupe avait eu le courage de faire face au régime retranché du APC.

La Cote d'Ivoire en est le plus récent exemple. Lorsque Henri Konan Bedie déclara sa politique d'exclusion basé sur le concept d'ivoirité et mobilisa toutes les attitudes xénophobes dans toute la Cote d'Ivoire, nombreux sont ceux qui savaient que la population influente étrangère qui compose 38% du pays dont nombre sont des immigrés du 3^e et 4^e génération, ne plierait pas simplement les bagages et rentrerait chez elles. Les amis de la Cote d'Ivoire ont tenu

des réunions pour intervenir auprès des régimes de Bedie, de Guei et plus tard de Gbagbo. Les massacres secrets des Burkinabés, des Maliens et des autres nationaux sont restés impunis. La question de nationalité des personnes comme Ouattarra qui a servi comme Premier Ministre pendant un certain nombre d'années, est demeurée irrésolue. Il est devenu clair que les options politiques devenues limitées et la population étrangère frustrée commençait à considérer la violence comme un moyen de recours.

Depuis des temps immémoriaux l'humanité a toujours eu recours à la violence. « La violence », selon Gasset, « est le moyen recouru par celui qui a auparavant épuisé tous les autres moyens de défense de ses droits. » ce type de violence implique « de faire le plus grand hommage à la raison et à la justice. C'est la raison exaspérée. » (ibid. : 75). En tant que pacifiste, je n'écris pas pour justifier la violence. Je ne trouve au fond de moi aucune justification de la violence. Toutefois, je ne peux prétendre que les pouvoirs qui m'ont rendu pacifistes sont ceux qui gouvernent le monde. Les lois naturelles de la justice, de la liberté et de la bonne foi, appellent à l'égalité et à un cadre pour s'exprimer. Si cet espace n'est pas disponible, l'humanité a toujours eu recours à la violence pour le créer. C'est un fait de la vie.

Ce qui m'ennuie n'est pas le fait que la violence soit *ultima ratio* (le dernier recours) mais qu'il soit devenu le *prima ratio* (le premier recours) et même *unica ratio* (le seul recours). Elle est devenue le commerce le plus lucratif pour les barbares qui ont émergé de lutte des masses. Ces jours, ce sont des grands incitateurs qui cherchent à déstabiliser le pays plutôt qu'à prendre le pouvoir. En fait il est plus lucratif d'engager les régimes dans une guérilla de longue durée tout en soumettant la richesse du pays au pillage. Nombre sont ceux qui sont devenu d'excellent entrepreneurs dans ce domaine et ne voient aucune autre alternative. Nous avons exposé la faiblesse de l'Etat de la plus humiliante

manière et sans précédant dans l'histoire du pays. Les doléances légitimes ont été exploitées de manière commerciale par des maraudeurs cupides dont les mercenaires, les magnats du trafic de drogue et les politiciens. La barbarie est devenue la Magna Charta (la voie choisie) en Afrique de l'ouest.

Pour ceux qui sont assourdis par la tyrannie et par la pure stupidité, ceux qui pensent que la richesse du pays est leur héritage, la puissance destructive de la violence les guette. Ce n'est qu'une question de temps lorsque les nouveaux combattants de la liberté consumeront les tyrants



d'aujourd'hui et avec eux tous les valeurs de la décence et de la civilisation. Ils dépouilleront les nations et se détruiront dans le processus. A-t-on besoin d'être prophète de malheur pour savoir que les populations du Togo sont à bout de patience ? La logique est simple. Répression plus la disponibilité des armes plus des jeunes militants mercenaires égale rébellion violente. Se rebeller contre tout gouvernement en Afrique de l'ouest est tout aussi moins cher que d'acheter un verre de (gari) au Nigeria ou une boule de (kenkey) au Ghana.

La prudente chose que toute institution intergouvernementale doit

accomplir pour résoudre de manière proactive la situation actuelle des affaires est de réfléchir sur des normes constantes et objectives qui protégeront tout humain de l'abus de pouvoir excessif infligé par tout gouvernement en Afrique de l'ouest et s'assureront que les lois de la démocratie seront religieusement suivies. Il ne faut pas être un sage pour savoir que l'action raisonnable que pourrait entreprendre la CEDEAO dans le cadre du Togo serait d'encourager Eyadema à se retirer pacifiquement du pouvoir. Des pressions auraient pu être exercé sur lui en vue de sauver la nation et sa famille de la honte et de la disgrâce. Les mêmes pressions auraient pu être exercées sur Charles Taylor en vue de s'assurer que le climat politique nécessaire pour des élections libres et justes était bien en place au Liberia et que tous les Libériens qui ont été contraints à l'exile puissent être libres d'exercer leurs droits civiques.

La Guinée du vieillissant Lansana Conté aurait pu maintenir sa mobilité s'il s'était aussi retiré pacifiquement au lieu de changer la constitution pour convenir à ses intérêts. Daniel Arap Moi le guru politicien d'Afrique, a tracé la voie pour les « Pères de la nation » pour qu'ils se plient aux exigences de leur temps, transmettre le pouvoir à leurs petits enfants et se retirent pacifiquement. Cela implique qu'il faille résoudre la question du statut des anciens présidents avec toutes les garanties qu'ils ne soient pas victimes de chasses aux sorcières, et d'être protégé contre toutes poursuites et persécutions inutiles. Le Sénégal l'avait fait. Le Kenya l'a fait.

La CEDEAO ne peut plus se permettre d'être des sapeurs pompiers et ambiguë dans leur approche aux questions de paix et de sécurité. Chaque fois, elle échoue dans son action d'exécution des principes de base et de la légalité de manière constante dans des crises imminentes, elle crée un sérieux précédent pour les autres rebellions.

La place des griots dans la quête pour la paix et la cohésion sociale en Afrique de l'ouest

par Fatoumatta M'Boge

L'un des traits les plus marquants de la plupart des grands arts classiques est le fait de dépendre d'un solide parrainage. Ce fut ainsi que les aristocrates en Afrique de l'ouest parrainaient des grands artistes qui ont créé diverses formes artistiques remarquables. Parmi eux il y avait un groupe communément appelé griot. Ils appartiennent à une caste endogamique composée d'historiens, de musiciens, de chanteurs à louange et des médiateurs. Pendant des siècles, leurs réalisations renfermaient des nombreuses épopées, des légendes et des chants lyriques très sophistiqués et traditionnels ainsi que des histoires orales détaillées datant des dizaines d'années. Aujourd'hui, des Africains de l'ouest connaissent des faits concernant des rois et des guerriers comme Sunjata Keita, Kelefa Sane, Albouri Tall, Omar Tall, Almammy Samouro Toure, Alpha Yaya, etc. parce-que les griots ont transmis d'une génération à une autre leurs exploits.

Avant la colonisation, les griots jouaient un rôle important dans la société. Traditionnellement, l'art de la parole et l'association étroite des mots ont été au centre de l'expertise des griots. Leur parfaite maîtrise des mots et du langage les rend indispensables à toutes les importantes fonctions sociales. La première fonction de cette caste endogamique est de préserver l'histoire et de louer les exploits de ceux qui ont contribué positivement dans la société. Les griots sont effectivement les chroniqueurs de chaque événement significatif de la société. Plutôt que de participer activement aux événements sociaux, ils sont témoins et enregistrent mentalement les exploits de chaque personne. De cette manière, ils sont capables de fournir des informations complètes sur la généalogie d'une personne – son origine, son caractère et ses réalisations. Les griots avaient également pour fonction de transmettre des messages. A travers leurs mots et le roulement des tambours sur les instruments tels que « le Sabar » ou « Tama », les griots transmettaient d'importants messages des rois et des chefs à leurs sujets. Lors des rassemblements publics, les rois et les chefs murmurent des messages aux griots qui les répercutaient alors à haute et intelligible voix à l'assemblée en choisissant soigneusement des mots d'apaisement ou d'incitation de l'auditoire.

Du temps pré-colonial en Afrique de l'ouest, les griots étaient les médiateurs et les réconciliateurs des communautés divisées. En tant que groupe dévoué, sage et compétent, les griots avaient une compréhension contextuelle des causes profondes des conflits communautaires. A travers leurs musiques et proverbes suggestives, les griots peuvent faire appel à l'humanité des parties en conflit et inspiré le courage en vue de restaurer les communautés divisées. Les griots peuvent ne pas s'appesantir sur les questions contraires dans la médiation comme le feraient leurs homologues aujourd'hui. Au contraire, il rappellerait aux parties quels que soient les différends, la paix des ancêtres ne doit pas être perturbée et l'intégrité de leurs aïeux ne doit pas être trahie. En rappelant aux parties leurs généalogies, les griots peuvent restaurer et maintenir le tissu social de n'importe quelle société. En outre, dans de nombreuses sociétés ouest africaines, les groupes avaient des relations tendues ou amicales. Les gens pouvaient s'adresser librement et avec impunité à leurs relations amicales mais devaient utiliser un intermédiaire pour communiquer avec leurs relations tendues. Le griot avait des relations amicales avec tout le monde et cependant servait d'intermédiaire entre les différents groupes.

Pendant la guerre, les griots marchaient à la tête des armées avec leurs tambours, regardaient la bataille et chantaient des chants pour motiver les guerriers. Généralement, les guerriers prêtaient serment avant de se lancer dans la bataille. Le rôle du griot était alors de rappeler aux soldats leurs serments pendant qu'ils combattaient. A chaque moment, les griots rappelleraient aux soldats que la guerre n'avait pas pour but de tuer mais qu'il était question de gagner et de préserver la vie. La moralité de la guerre ne pouvait être perdue de vue avec la présence des griots.

A l'exception de très petits et lointains villages, il est prudent de dire que les nouveaux systèmes socio-politiques hérités du temps de la colonisation avaient entièrement supplanté les systèmes traditionnels dans la plupart des pays d'Afrique de l'ouest. Le rôle des griots a été affecté de manière significative par la modernité. Les griots modernes sont perçus comme une pale copie de leurs ancêtres et ne peuvent pas imiter pleinement ceux d'hier. Ils ont eu à s'adapter aux besoins actuels et demeurer « les gens de la parole. » Comme les systèmes politiques et économiques modernes ont remplacé les

systèmes aristocratiques d'avant la colonisation, les griots d'aujourd'hui trouvent le parrainage au sein du public et leur art a été vulgarisé et ces griots sont devenus des musiciens, des présentateurs à la télévision et des comédiens. Leurs parrains ne sont plus les rois et les chefs nobles dont le règne était basé sur la personnalité, l'intégrité, la bonne volonté et le dévouement envers leurs populations. Nous avons vu des griots être utilisés pour battre campagne pour des hommes politiques, pour divertir le public et transmettre des messages politiques et se servent des louanges d'antan pour montrer que le candidat est en phase avec les valeurs et la culture traditionnelles. Les mots et les rythmes des griots servent toujours d'aimants et attirent les populations dans les pays comme le Sénégal, la Gambie, le Mali, la Guinée Conakry et le Burkina Faso. Et ils jouissent toujours d'une grande crédibilité et sont acceptés au sein des communautés locales de ces pays. Toutefois, l'utilisation croissante de ces griots dans les campagnes politiques pourrait compromettre l'histoire et l'intégrité de cette ancienne institution. Nombreux sont ceux qui sont inquiets que cette grande tradition des griots pourraient entièrement disparaître d'ici peu.

En dépit de leur statut social non-convoité, les griots sont généralement contents du rôle qu'ils jouent et de nombreux pays comme la Gambie, le Mali et le Sénégal doivent beaucoup à ces griots pour leur culture tant aimée et unique. La majeure partie de la musique que nous célébrons aujourd'hui, l'histoire, les légendes et les contes nous ont été transmis grâce aux griots. En d'autres termes, ils ont joué un rôle essentiel dans la constitution de l'idée et de l'image que nous avons de nous-mêmes. Ils ont aidé à inspirer la confiance, la foi et l'appréciation de soi dans les communautés qui soutiennent toujours cette institution.

Dans une sous-région ravagée par la guerre et la violence, où l'humanité a été ramenée à son plus bas niveau, où les communautés sont plongées dans des conflits insolubles et les barrières de protections primordiales sont brisées, y a-t-il une place pour les griots ? Peuvent-ils être appelés pour accompagner les professionnels de la construction de la paix afin d'élever nos âmes qui languissent dans le désespoir ? Je pense très fortement que les griots ont une place. Il y a toujours des oreilles impatientes d'écouter les échos et les répercussions de leurs tambours et de leurs voix afin que la coexistence mutuelle, les rires et l'hospitalité puissent être restaurés dans les communautés d'Afrique de l'Ouest.

Résumé des événements en 2002

Du 21 au 23 janvier

Une réunion de trois jours a regroupé trente-cinq professionnels de la paix pour réfléchir sur la pratique de la paix. Elle s'est tenue à Sogakape dans la région voltaïque du Ghana en collaboration avec l'action commune pour le développement (Collaborative Development Action)

Du 24 au 25 janvier

Le Secrétariat a tenu son assemblée générale annuelle à Sogakape. Trente-cinq participants issus de la Sierra Leone, de la Guinée, du Liberia, du Togo, du Bénin, du Tchad, du Niger, du Mali, du Nigeria, de la Côte D'Ivoire et du Cameroun ont pris part à cette assemblée de deux jours qui a vu l'élection d'un nouveau Conseil d'Administration.

Du 28 au 30 janvier

Un atelier s'est tenu à l'intention de trente-six enseignants issus de toutes les régions du Ghana et de tous les niveaux. Cet atelier constituait le dernier des ateliers nationaux qui se tenaient dans les divers pays d'Afrique de l'Ouest et qui visait à examiner les idées et la contribution des enseignants qui seront utilisées dans le cadre de l'élaboration d'un Programme pédagogique sur la Paix. Cet atelier a eu lieu à Kumasi dans la région Ashanti du Ghana.

Du 4 au 9 février

Dix-huit femmes qui travaillent dans le domaine de la construction de la paix ont assisté à un atelier de formation de formateurs, une activité qui fait partie du projet de femmes de construction de la paix (WIPNET).

Du 11 au 13 février

WANEP a contribué à l'organisation d'un important atelier portant sur le Projet de Réflexion sur la Pratique de la Paix à Vancouver au Canada. Il faisait suite à celui qui s'est tenu au Ghana pour l'Afrique de l'Ouest et co-organisé par WANEP en collaboration avec le Projet de Réflexion sur la Pratique de la Paix.

Du 18 au 22 février

WANEP a organisé un atelier de formation de trois jours destiné aux membres de l'Observatoire d'Action Gouvernementale (OAG). L'équipe des Grands Lacs de International Alert a sollicité WANEP pour cette formation qui réunissait des participants appelés à élaborer une analyse politique et des principes d'actions dans le cadre du conflit burundais et de la période de transition relative au partage du pouvoir suivant les accords d'Arusha. Cet atelier a également intégré l'étude d'impact de la construction de la paix. L'OAG comprend les groupes de la société civile, les membres du Parlement et des journalistes.

Le 27 février

Dans le cadre des nombreuses activités de construction de la paix à Bawku dans la Haute région de l'Est du Ghana, une réunion consultative d'un jour s'est tenu à Accra en vue de rendre compte aux Agences de Développement impliquées dans les conflits, des conséquences de ces conflits sur le développement et de la possibilité de s'étendre dans la région du Nord au risque d'être plus destructifs.. Cette consultation était d'autant plus importante qu'elle a motivé les Agences à s'impliquer davantage en soutenant les efforts de construction de la paix dans le Nord du Ghana.

Du 28 février au 1 mars

Suivant la réunion consultative entre les agences qui s'est tenue pendant un jour, WANEP et les membres des Organisations des Initiatives de Paix à Bawku ont consulté les parties en conflit dans cette région afin de mettre en place un programme détaillé de construction de la paix qui amènerait ces parties à un engagement de moyen à long terme lequel garantirait une solution globale et le maintien d'une paix durable.

Du 8 au 10 avril

WANEP a participé à un atelier de deux jours qui s'est tenu en Alexandrie en Egypte. Cet atelier était organisé par l'Académie Internationale de la Paix « International Peace

Academy », auquel participaient des membres clefs des Nations Unies et des organisations sous-régionales dans le but d'échanger sur les meilleures pratiques et informer les uns et les autres sur l'orientation de la prévention du conflit dans un monde apparemment globalisé.

Du 10 au 12 avril

WANEP participe à la Consultation des Partenaires organisée par Cordaid à Elmina Beach Resort. Ce fut l'occasion de présenter les nouvelles orientations et les domaines prioritaires de Cordaid et également de chercher les moyens d'intégrer la consolidation de la paix dans les projets de développement, de santé et d'éducation.

Le 16 avril

WANEP participe à un symposium sur les droits de la femme et sur la radio communautaire organisé par la section des Relations Publiques de l'Ambassade des Etats-Unis à l'hôtel Miklin. Plus de 40 participants de diverses maisons de presse au Ghana ont participé au programme. Les médias ont été encouragés à jouer un rôle clef dans l'éducation de la population civile, particulièrement des femmes relativement aux droits de celles-ci.

Du 18 au 20 avril

WANEP organise une réunion consultative pour les membres de la société civile, les leaders religieux et le gouvernement qui s'est tenue à Abuja au Nigeria.

Les participants venaient des associations pour les droits de l'homme, pour la consolidation de la paix et des ordres religieux impliqués dans la consolidation de la paix et le développement, et des organisations gouvernementales. Toutes les six zones géopolitiques du Nigeria étaient représentées à cette réunion. Les objectifs de la réunion consistaient à générer une vision commune de la paix et la cohésion sociale, et de la prospérité économique du Nigeria et à développer un plan stratégique triennal de la consolidation de la paix préventive pour la société civile, en particulier pour les artisans de la

Résumé des événements en 2002

consolidation de la paix.

28 avril au 2 mai

Participation à Dakar à la Consultation Régionale sur les Petites Armes et les Armes Légères en Afrique de l'Ouest. Cette réunion organisée par OXFAM, International Alert et MALAO, s'est intéressée au projet de manuel sur les Petites Armes et les Armes Légères.

Le 23 avril

WANEP tient une réunion consultative sur les femmes dans les organisations pour la consolidation de la paix, sur les associations des femmes et les organisations internationales des femmes s'intéressant aux problèmes des femmes dans le cadre du projet WIPNET. Douze participants ont pris part à cette consultation.

Cette réunion consultative a présenté la philosophie et la vision de WIPNET avec les femmes dans la consolidation de la paix au Ghana. Des défis et des besoins spécifiques liés à la consolidation de la paix ont été identifiés au Ghana. Le développement de WIPNET-Ghana est revu et un plan stratégique pour WIPNET-Ghana est élaboré.

Du 24 au 25 avril

WANEP tient son Conseil Consultatif. Dix membres assistent à la réunion dont l'objectif est de discuter des problèmes liés au réseau et envisager l'avenir. Le conseil a revu et approuvé la Constitution et le manuel du personnel du Réseau

Le 26 avril

WANEP en collaboration avec FEWER et NPI Africa essaie des modules de formation sur l'Alerte Précoce pour le compte de UNDESA.

Du 28 avril au 6 mai

Tenue d'une consultation et d'un séminaire avec des victimes dans le cadre du Programme de Collaboration à la Consolidation de la Paix en Sierra Leone.

Le 6 mai

WANEP assiste à l'Assemblée Générale Annuelle de FEWER à

Londres. un plan Stratégique triennal s'est ressorti au cours de la réunion.

Le 7 mai

WANEP se concerta avec le Bureau Régional d'OXFAM à Dakar au Sénégal pour développer une stratégie de partenariat entre WANEP et OXFAM dans la sous-région. Le partenariat est prévu commencer vers la fin de cette année.

Le 18 mai

WANEP assiste à une réunion de deux jours à Londres sur les Conflits et l'Evaluation de leur Impact.

Du 23 mai au 5 juin

WANEP commence la collecte des données en Côte d'Ivoire dans le cadre du Programme d'Alerte Précoce qui débute avec une Evaluation des Risques Stratégiques et des Opportunités.

Du 11 au 14 mars

WANEP a organisé un atelier de quatre jours sur le renforcement des capacités auquel ont pris activement part quarante participants issus de huit différentes organisations sous l'égide de COPACI, en Côte d'Ivoire. Cet atelier de formation s'est tenu à Grand Bassam en Côte d'Ivoire.

Du 11 au 12 mars

WANEP a pris part à une réunion de partenaires avec CRS qui s'est tenu pendant deux jours à Dakar au Sénégal. Elle faisait suite à une première qui a eu lieu à Accra plus tôt.

Du 18 au 21 mars

Une conférence de quatre jours s'est tenue à Conakry en Guinée à l'intention des pays du Bassin du Fleuve Mano en vue d'examiner la situation dans la région et de définir les perspectives d'avenir.

La recherche a couvert Abidjan, San Pedro et Gagnoa (entre autres localités) où il y eût des entretiens et des consultations avec les autorités administratives et politiques, des leaders d'opinion et des représentants d'ONG.

Du 3 au 5 juin

WANEP assiste à la réunion sur l'Orientation et le Planning Techniques avec les Conseillers Techniques Régionaux du CRS à l'Institut Kroc. WANEP est le seul partenaire représenté à cette réunion technique.

Du 9 au 13 juin

Une réunion se tient en Côte d'Ivoire avec le Conseiller du projet pour discuter du projet du Magistrat Lens et élaborer un plan de travail immédiat. Le réseau de Côte d'Ivoire est présenté au Coordinatrice du Projet, Mademoiselle Fatoumatta M'Boge.

Du 10 au 14 juin

WANEP fait partie de la Conférence de la Société Civile de l'OUA dans le cadre de la transition vers l'Union Africaine (UA). La Conférence qui accueille son Excellence le Général Olusegun Obasanjo du Nigéria, l'un des cerveaux pilotant le NEPAD, est présidée par le Secrétaire Général de l'OUA-UA, Monsieur Amara Essy.

Du mai 5 au 18 juin

Dans le cadre de la formation du personnel, Esther Gordon-Mensah passe sept semaines à la session 2002 du Peacebuilding Institute de l'Université de Mennonite. Cent vingt militants de la paix venus des quatre coins du monde participent à cette formation.

Dans la même veine, Takwa Suifon assiste à la session 2002 de Summer Institute sur la Consolidation de la Paix à l'Institut Joan B. Kroc pour les Etudes Internationales sur la Paix de l'Université Notre Dame de South Bend (Indiana, Etats-Unis). Conjointement organisé par l'Institut Kroc et les Services de Secours Catholiques, le programme rassemble les praticiens de la paix de tous les coins du monde en vue d'échanger les expériences, apprendre et développer des stratégies. WANEP assiste à la session en qualité de partenaire du Programme CRS pour l'Afrique de l'Ouest. La formation se déroule du 24 juin au 3 juillet.

Résumé des événements en 2002

Le 21 juin

Naissance de l'agence WANEP du Togo. Quinze organisations de diverses confessions et d'autres organisations de défense de la paix s'unissent pour créer l'agence WANEP du Togo sous l'appellation "Réseau d'Actions pour la Paix au Togo". Après avoir travaillé pendant un an pour mettre sur pied ce réseau, les membres de la coordination du réseau ont surmonté de nombreux défis pour finalement arriver à la création du réseau.

Du 24 au 29 juin

Tenue d'une réunion avec l'agence WANEP du Liberia à Monrovia pour procurer un soutien institutionnel. Une réunion se tient également avec CRS-Liberia sur la formulation du partenariat relatif aux activités du WANEP au Liberia.

Du 26 au 27 juin

WANEP rencontre le Secrétaire Exécutif de ECOWAS. Cette réunion fait partie des consultations relatives au développement d'une proposition du RFA en association avec CRS-WARO.

Du 21 juin au 4 juillet

WANEP anime une formation de 2 semaines pour des associations des droits de l'homme au Liberia.

Du 8 au 11 juillet

WANEP en partenariat avec NPI ont organisé un atelier de formation qui a vu la participation de 40 représentants issus du Kenya, de la Tanzanie, de l'Ouganda, de la Somalie et de l'Ethiopie. Il s'agissait de la première grande formation consacrée à la méthodologie de l'Alerte immédiate et son application destinée aux ONG en Afrique de l'Est. Le suivi est programmé pour février 2003.

Du 14 au 26 juillet

WANEP a été co-organisateur d'une formation d'un mois à Caux en Suisse.

Le 20 juillet

WANEP a tenu une réunion avec les membres de son bureau régional de Côte d'Ivoire afin de discuter du projet

consacré à la non-violence active et à l'éducation à la paix. Au cours de cette réunion, lesdits membres ont été éclairés sur l'historique, les buts et les objectifs du projet ainsi que sur les diverses activités qui ont eu lieu à ce jour. Les prochaines actions contenues dans le plan stratégique ont également été présentées et les membres ont manifesté un grand enthousiasme et une détermination à se mettre au travail. Ont également fait l'objet des discussions, les questions liées au renforcement du réseau.

Du 5 au 11 août

WANEP a organisé un atelier consacré à la Formation des Moniteurs (FOM) destinés aux moniteurs œuvrant dans le cadre des conflits et issus de la Sierra Léone et du Liberia. Les activités de WANEP relevant du CRS – WARO ont soutenu le programme du WARN (Réseau ouest africain pour l'Alerte et l'Intervention immédiates). La FOM fait partie de la seconde phase de la mise en place d'un réseau d'Alerte et d'Intervention immédiate dans les pays du Bassin du fleuve Mano à savoir le Liberia, la Sierra Leone et la Guinée ainsi que la Côte d'Ivoire. Cet atelier a réuni 38 participants (18 de la Sierra Leone et 20 du Libéria). Les principaux objectifs de la FOM sont :

- § Procurer les aptitudes de base en matière de suivi des conflits aux personnes sélectionnées qui seront utilisées comme moniteurs au sein du programme WARN.
- § Elaborer des indicateurs spécifiques au contexte qui seront surveillés dans chaque pays et dans la région.
- § Concevoir un système de surveillance des conflits comprenant des codes standard, un réseau de communication ou de diffusion de l'information et un système de coordination.
- § Former une équipe de coordination de l'analyse des conflits à travers les réseaux de WANEP installés dans les pays concernés.

Du 12 au 16 août

WANEP a organisé un atelier de formation des formateurs à Damango au Ghana destiné à vingt cinq femmes activement impliquées dans le domaine de la paix dans leurs communautés respectives. Il s'agissait d'une partie des activités décrites dans le programme de WANEP consacré aux femmes dans la construction de la paix.

Le 24 août

WANEP a facilité un dialogue sur le rehaussement de la paix pour les citoyens résidents à Bawku à Tamale. Il a aussi élaboré une structure d'échange pour les organisations œuvrant pour la paix au Ghana.

Du 26 au 30 août

Un atelier destiné à la formation des moniteurs a été organisé par WANEP dans le grand Bassam en Côte d'Ivoire. Il s'agit de la seconde phase de la mise en place d'un réseau d'Alerte et d'Intervention immédiates dans les pays du bassin du fleuve Mano dont le Libéria, la Sierra Léone, la Guinée et la Côte d'Ivoire. Cet atelier a vu la participation de 35 représentants dont 19 issus de la Guinée et 20 de la Côte d'Ivoire. La formation vise à accroître les processus de vigilance et d'intervention rapide face aux conflits dans le pays du Bassin du fleuve Mano. On estime que la surveillance continue des conflits permettra d'éviter les effets catastrophiques des violents conflits qui sévissent actuellement dans la région du Bassin du fleuve Mano. Les participants tiendront leurs réunions de suivi sous la supervision des réseaux des pays respectifs.

Du 11 au 20 septembre

WANEP a entamé un voyage consacré à la collecte des données ayant trait aux risques stratégiques et à l'évaluation des opportunités post – conflictuelles en Sierra Léone.

Les objectifs de ce voyage visaient à :

- § Mettre sur pied une base de données d'Alerte immédiate post – conflictuelle pour la Sierra Léone
- § Identifier les principaux indicateurs et / ou vecteurs de stabilité et de

Résumé des événements en 2002

paix en Sierra Léone ; les mettre en exergue et les renforcer dans le but de mettre en place une paix et un développement durables.

§ Identifier les indicateurs responsables de l'instabilité et de proposer des stratégies pour la prévention, résolution et transformation des conflits.

§ Assurer un système d'Alerte immédiate basé sur des faits et qui tiennent compte de la société civile et de la sécurité humaine. Ce système sera doté d'un potentiel permettant de générer une intervention locale.

Les nouveaux moniteurs devront se réunir bientôt pour élaborer un plan d'action et mettre en place des structures locales pour un suivi efficace.

Du 28 septembre au 2 octobre

Une visite de soutien organisationnelle a été effectuée sur la Guinée Conakry en vue d'améliorer leur réseau d'action. Les stratégies de mobilisation des ressources ont été développées par l'équipe Guinéenne.

Du 3 au 4 octobre

WANEP a tenu un séminaire de 2 jours avec les formateurs francophone experts en éducation de la paix. Le séminaire qui a eu lieu à Dakar a revu le curriculum qui a été développé sur l'éducation de la paix de WANEP.

Du 6 au 12 octobre

WANEP a suivi une formation sur les procédures de la pratique internationale des droits de l'homme en vue de promouvoir et sauvegarder les droits des femmes en Afrique. La formation a eu lieu à Banjul, en Gambie.

Du 14 au 19 octobre

WANEP a facilité une conférence inter-foi organisée par la fédération mondiale

Luthérienne à Johannesburg en Afrique du Sud.

Du 12 au 14 octobre

WANEP a participé à un forum des ONG organisé pour 2 jours par le Centre Africain pour la Démocratie et l'étude des droits de l'homme en collaboration avec la Commission Africaine en vue d'anticiper à son 32^{ème} session ordinaire.

Du 14 au 31 octobre

WANEP a pris part à la 32^{ème} session ordinaire de la Commission Africaine des droits de l'homme à Banjul, en Gambie. Le statut d'observateur a été attribué à WANEP lors de cette session.

Du 20 au 26 octobre

WANEP a dirigé un atelier de formation intitulé ' « Building Bridges » pour le développement de la compagnie pétrolière « Shell » et de la communauté féminine de la région Delta Niger au Nigeria.

Le 30 octobre

Le réseau des femmes de WANEP dans l'instauration de la paix a présenté à l'Etat de Kaduna une déclaration inter-foi des femmes partisans de la paix.

Du 4 au 6 novembre

WANEP a tenu sa première conférence du programme des femmes dans l'instauration de la paix. Cette conférence a rassemblé quarante (40) femmes venant de 10 pays.

Du 19 au 22 novembre

WANEP a servi comme personne ressource et facilitateur pour l'Institut de Formation et de Recherche des

Etats Unis (UNITAR), une formation organisée pour la société civile Africaine, les diplomates et les gouvernements officiels dans la prévention des conflits tenue à Addis abeba.

Du 11 au 26 novembre

WANEP a co-facilité 3 semaines de cours d'instauration de la paix de l'après conflits à Pretoria.

Du 17 au 24 novembre

WANEP a facilité une consultation avec les organisations oeuvrant pour la paix et celles des droits de l'homme en Casamance, Sénégal.

Du 27 au 29 novembre

WANEP a pris part à une réunion des Directeurs régionaux à Pretoria en Afrique du Sud en vue de l'instauration de la paix et de la sécurité.

Du 26 novembre au 3 décembre

WANEP a participé au premier lancement international historique sur le « Peaceforce » et la non violence. 130 participants de 46 pays ont été à cette cérémonie.

Du 14 au 21 décembre

WANEP a facilité une consultation avec les Organisations des droits de l'homme et de construction de la paix fonctionnant en Guinée Bissau en vue de discuter la relation existante entre les activités de justice et paix.

Du 16 au 20 décembre

WANEP a organisé une formation des formateurs sur la non violence ainsi qu'un atelier sur l'éducation de la paix pour 20 partisans de paix.

Organisations Membres

BENIN

Commission Diocessan Des Droits de L'homme Caritas-BIBD (CDDH)
ASSODIV
Service Mennonite au Benin (SMB)
Association des Femmes Juristes du Benin

BURKINA FASO

Groupe d'étude et de recherches sur la Démocratie et le Développement Economique et social (GERDDES-Burkina)
Catholic Relief Services
OCADES - Burkina

CAMEROUN

Ecumenical Youth Peace Initiative
Catholic Relief Services
Ecumenical Youth Peace Initiative Trauma Center
Commission Diocesaine Justice et paix de Yaounde-Cameroun

COTE D'IVOIRE

Association Pour la Saugarde et le Maintien de la Piax - ASMP
Fondation Oasis D'Amour
CI 60 Ethnie=1Ethnie
Le RIOF (MIFFED)

GAMBIA

Islamic Relief Association (ISRA)

GHANA

Northern Region Youth and Development Association (NORYDA)
Catholic Relief Services (USCC)
Ghana Program
Assemblies Of God Relief And Dev. Services
Unity Centre
Catholic Relief Services
West Africa Regional Office
ACTIONAID Ghana
Christian Council of Ghana

Northern Ghana Office
National Catholic Secretariat
Save the Children
BADECC
Curriculum Research & Development Division
Ministry of Education
Foundation for Security and Development

GUINEE

ABC Development
Fondation Lansana Conte pour la Paix
Organisation Guineene de Defense des Droits de l'Homme et du citoyen
OGDH
SABOU-Guinee pour les enfants

LIBERIA

WANEP-Liberia
New Africa Research and Development Agency
Centre for Renewal and Reconciliation
The Christian Health Association of Liberia
CHAL

Interfaith Council Of Liberia Inc.
Ministry of Education
LCL LWF/WS
Trauma Healing and Reconciliation Program

MALI

GRAD
MNFPUN
Fondation Pour l'Enfant

NIGER

CRS(Catholic Relief Services)
Association Nigérienne pour la Défense des Droits de l'Homme (A.N.D.D. H)

NIGERIA

Centre for Conflict Resolution and Peace Advocacy

Catholic Resource Centre,
Human Rights Commission
Academic Associates Peaceworks
Connect Synergy

SENEGAL

Avenir de l'Enfant
Defence des Enfants Internationale/ Section
Conseil des Organisations Non-Governmentales
d'Appui au Development (CONGAD)
Coalition Senegalaise pour les Droits de l'Enfant (COSEDE)/DEI-Senegal

SIERRA LEONE

Network for Collaborative Peacebuilding in Sierra Leone
Campaign for Good Governance
FAWE Secretariat
Network Movement For Justice And Development
Civil Society Movement -Sierra Leone

TCHAD

Eglise Fraternelle Luthérienne au Tchad
Commission Diocesaine de Justice et paix
Assemblées Chrétiennes au Tchad
Mennonite Central Committee (MCC)
Ethique, Paix et justice de l'EEMET

TOGO

Christian Council of Togo
Organisation de la Charite pour un Development Integral
Catholic Relief Service
Paroisse Cathédrale

Rapport Financier

LES REVENUES ET LES DEPENSES: DECEMBRE 2002

	2002 US\$	2001 US\$
GRANTS		
Collaborative Peacebuilding in West Africa		
Cordaid	431,835	223,860
DKA Australia	29,784	35,058
Sub total	461,619	258,918
Early Warning		
Westminister - FEWER	14,773	15,952
INternational Alert	2,819	-
Project Ploushare	-	7,500
Sub total	17,592	23,452
WANEP General Support		
Mennonite Board	5,000	4,950
Community Church	1,000	1,000
Fastenopher	-	8,229
William & Flora Hewlett Foundation	-	100,000
Arts Netherland	-	16,800
Coexistence Initiative	2,975	-
CDA	14,760	-
Sub total	23,735	130,979
Other Specialized Projects		
CRS/WARO	142,915	49,697
Warchild Canada (Liberian Dance Troupe)	-	3,065
ECCP (Cordaid) Leassons Learnt	-	35,000
Bread For The World	44,800	-
Misereor	9,478	-
Oxfam-USA	24,650	-
Sub total	221,843	87,762
Other Income		
Consultation Fees	10,239	5,029
Workshop Fees, etc	-	731
Training -WAPI	43,479	-
Sub total	53,718	5,760
TOTAL INCOME	778,507	82,614
PROGRAMME & ADMINISTRATIVE EXPENSES		
Programmes	586,896	506,971
Administrative	260,334	97,062
Total Expenses	847,231	504,183
(DEFICIT) / SURPLUS	(68,724)	2,688
SURPLUS BROUGHT FORWARD	242,074	239,386
SURPLUS CARRIED FORWARD	173,350	242,074

Rapport Financier

BILAN COMPTABLE

	2002 US\$	2001 US\$
FIXED ASSETS(Net)	102,222	94,866
CURRENT ASSETS		
Project Advances	41,099	16,822
Cash and Bank Balances	<u>32,829</u>	<u>166,901</u>
	<u>73,928</u>	<u>183,723</u>
CURRENT LIABILITIES		
Creditors	<u>2,800</u>	<u>36,515</u>
NET CURRENT ASSETS	<u>71,128</u>	<u>147,208</u>
NET ASSETS	<u>173,350</u>	<u>242,074</u>
FINANCED BY:		
Accumulated Fund	<u>173,350</u>	<u>242,074</u>

CASH FLOW STATEMENT FOR THE PERIOD ENDED DECEMBER 31, 2002

	2002 US\$	2001 US\$
Surplus of Expenditure Over Income	(68,742)	2,688
Depreciation Charges	22,929	26,041
(Increase) in Project Advances	(24,275)	(10,531)
(Decrease)/Increase in Creditors	<u>(33,715)</u>	<u>31,455</u>
	<u>33,061</u>	<u>46,965</u>
Net cash flow from operating activities	(103,803)	49,653
Investing activities		
Fixed Assets purchased	<u>(30,269)</u>	<u>(77,049)</u>
Net Cash flow	<u>(134,072)</u>	<u>(27,396)</u>

Analysis of balances of cash as cash Equivalents as shown in the balance sheet

Balance at beginning of period	166,901	194,297
Net Cash flow	<u>(134,072)</u>	<u>(27,396)</u>
Balance at end of period	<u>32,829</u>	<u>166,901</u>